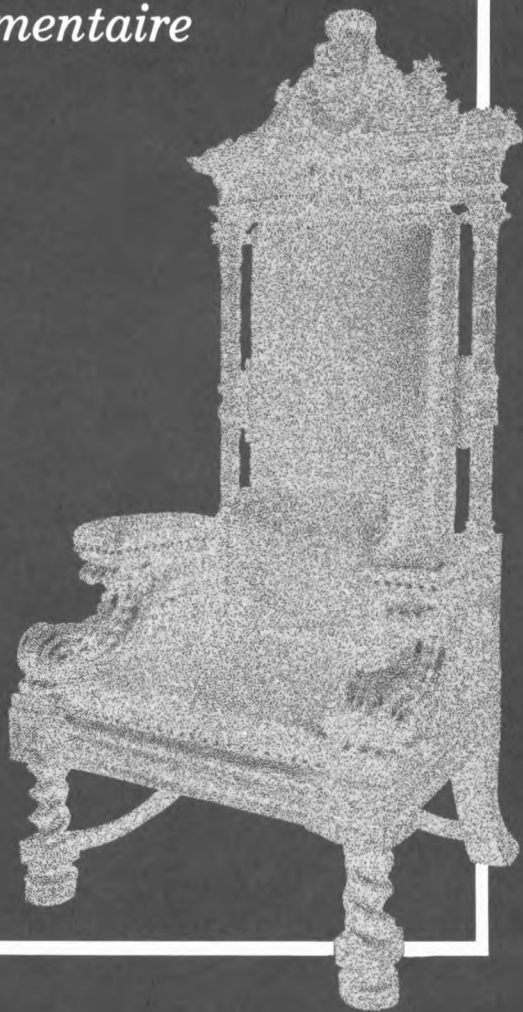




ASSEMBLÉE NATIONALE

*Recueil des décisions  
concernant la  
procédure parlementaire*



**Commissions**

ISEN 2-550-17917-X  
Dépôt légal - 4<sup>e</sup> trimestre 1987  
Bibliothèque nationale du Québec

Publié sous l'autorité  
du Secrétaire général  
de l'Assemblée nationale

**RECUEIL DES DÉCISIONS CONCERNANT LA  
PROCÉDURE PARLEMENTAIRE**

**COMMISSIONS**

**MISES A JOUR**

- (1)    Novembre 1987: Décisions rendues par les Présidents  
des commissions parlementaires entre  
juillet 1986 et juillet 1987

## PRÉSENTATION

Il est une remarque que l'on adresse parfois aux officiers de la Chambre et des commissions parlementaires, à savoir que la procédure parlementaire semble réservée à un cercle restreint d'initiés.

Tout en la rejetant, cette réflexion m'apparaît illustrer une des caractéristiques majeures de la procédure parlementaire. Au-delà des modifications introduites à la faveur des réformes parlementaires successives, la procédure parlementaire est fondée sur des siècles de traditions, de coutumes et d'évolution prudente. Chaque procédure a sa raison d'être et il est périlleux de n'en considérer qu'une sans la mettre en rapport avec les autres ou de ne chercher qu'à cerner les conséquences immédiates d'une disposition. Aborder la procédure parlementaire avec le souci de rechercher les origines et l'esprit d'une disposition facilite la compréhension et la maîtrise de celle-ci.

Pour la vitalité de l'institution démocratique qu'est l'Assemblée nationale, il importe d'offrir des instruments favorisant la connaissance de ses règles de procédure. Ce Recueil de décisions, préparé par la Direction du conseil en droit parlementaire, vise cet objectif. On n'y rapporte pas intégralement chacune des décisions rendues; ce serait volumineux et l'on aurait peine à s'y retrouver. On y rapporte plutôt de façon sommaire une foule de décisions et de directives permettant ainsi au lecteur de saisir rapidement l'interprétation d'une règle dans un contexte précis. Le lecteur désirant approfondir la question devra se référer au compte rendu intégral de cette décision au Journal des débats.

Ce Recueil de décisions sera mis à jour annuellement. Toute personne ayant des commentaires à formuler est invitée à les communiquer à la Direction du conseil en droit parlementaire.

Le Secrétaire général,

PIERRE DUCHESNE

Août 1986

## TABLE DES MATIÈRES

Mises à jour .....	III
Présentation .....	IV
Note à l'usager .....	VI
Liste des abréviations .....	IX
Liste des articles faisant l'objet d'une décision dans le Recueil des décisions (commissions) .....	X
Bibliographie .....	XII
Décisions rendues en commission parlementaire	
Index	

## **NOTE A L'USAGER**

### **CONTENU DU RECUEIL DES DÉCISIONS**

Le Recueil des décisions concernant la procédure parlementaire est composé de deux volumes. Le premier volume regroupe des décisions rendues par les Présidents de l'Assemblée nationale depuis 1972 alors que le second volume est consacré aux décisions rendues par les présidents des commissions parlementaires depuis l'entrée en vigueur du nouveau Règlement de l'Assemblée nationale, soit depuis le 13 mars 1984. Chacun de ces volumes contient un index permettant à l'utilisateur de retracer avec plus de facilité la décision qui l'intéresse.

### **DÉCISIONS DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES**

Afin d'alléger les textes du Recueil, aucune distinction n'est faite entre "décision" et "directive", ces deux types d'intervention des présidents étant de même valeur.

Le Recueil des décisions tente de fournir le maximum d'information sur l'interprétation donnée aux règles de procédure. Dans la mesure du possible, nous avons regroupé l'ensemble des décisions qui revêtent un certain intérêt quant à l'interprétation des articles du Règlement actuel.

Les décisions regroupées dans le présent volume ont été rendues soit par les présidents de commissions, les vice-présidents ou encore les présidents de séance.

## UTILISATION DU RECUEIL DES DÉCISIONS

L'utilisateur doit d'abord identifier le numéro de l'article du Règlement qui fait l'objet d'un problème d'interprétation. S'il ignore ce numéro, il peut se référer à l'index qui identifie les principaux mots clés et qui indique la page pertinente.

Toutes les décisions ont été classées à l'intérieur du Recueil selon l'ordre numérique des articles du Règlement. Lorsque la décision ne peut être classée sous un de ces articles, on la retrouve à la fin de la section, classée sous le titre "Divers".

Chaque décision est rapportée selon un modèle unique:

- . Le numéro de l'article du Règlement suivi d'un titre général;
- . Une liste de mots clés;
- . La référence aux pages pertinentes du Journal des débats;
- . Le nom du président qui a rendu la décision;
- . Le contexte;
- . La question en litige;
- . La décision;
- . Les articles de règlement et les décisions citées par les présidents;
- . La doctrine invoquée au soutien de la décision;
- . Les articles des lois auxquels se réfèrent les présidents;
- . Lorsqu'il existe deux ou plusieurs décisions similaires, une seule de ces décisions fait l'objet d'un résumé et les références aux autres décisions sont indiquées à la fin de la décision résumée.

## PAGINATION DES DÉCISIONS RENDUES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE

Afin de faciliter les mises à jour éventuelles, la pagination du Recueil des décisions fait référence aux numéros des articles du Règlement. L'utilisateur ne doit donc pas être surpris si la page COM-30/0 suit la page COM-2/2. Cela signifie simplement qu'aucune décision n'est rapportée sous les articles 3 à 29. On retrouve aux pages X et XI du présent volume, la liste complète des articles ayant fait l'objet d'une décision ainsi que les pages correspondantes.

Les décisions rendues en commission parlementaire sont paginées comme suit:

Ex: COM-30/0, COM-30/1, COM-211/4

- Les lettres "COM" indiquent que la décision a été rendue en commission;
- Le chiffre 30 indique que la décision se rapporte à l'article 30 du Règlement;
- Le chiffre 0 signifie que cette page est réservée pour des références à des décisions rendues sous d'autres articles. Par exemple, la page COM-30/0 contient une liste de décisions dans lesquelles il fut question subsidiairement de l'article 30 et dont le résumé est rapporté sous un autre article;
- Si la pagination indique COM-211/4, cela signifie qu'il s'agit de la quatrième décision résumée sous l'article 211.



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAE	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS	Commission des affaires sociales
CBA	Commission du budget et de l'administration
CC	Commission de la culture
CE	Commission de l'éducation
CET	Commission de l'économie et du travail
CI	Commission des institutions
COM-	Commissions
D	Divers
Geoffrion	Règlement annoté de l'Assemblée législative en vigueur entre 1941 et 1972
JD	Journal des débats
LAN	<u>Loi sur l'Assemblée nationale</u>
RAN	Règlement de l'Assemblée nationale (1984)
RAN 1972-1984	Règlement de l'Assemblée nationale du Québec en vigueur entre 1972 et 1984
RF	Règles de fonctionnement

**Liste des articles faisant l'objet  
d'une décision dans le Recueil des décisions  
(Commission)**

art. 2, p. COM-2/1 et COM-2/2.2  
art. 33, p. COM-33/0 à COM-33/1.2  
art. 35(3), p. COM-35(3)/1  
art. 35(7), p. COM-35(7)/1 et COM-35(7)/2  
art. 44, p. COM-44/1 et COM-44/2  
art. 66, p. COM-66/1  
art. 118, p. COM-118/1  
art. 124, p. COM-124/0 et COM-124/1  
art. 131, p. COM-131/1 et COM-131/2  
art. 132, p. COM-132/1  
art. 138, p. COM-138/0 à COM-138/2  
art. 144, p. COM-144/1  
art. 149, p. COM-149/1  
art. 150, p. COM-150/1 et COM-150/2  
art. 156, p. COM-156/1 et COM-156/2  
art. 159, p. COM-159/1  
art. 162, p. COM-162/1 à COM-162/4  
art. 164, p. COM-164/0  
art. 165, p. COM-165/1  
art. 170, p. COM-170/0 à COM-170/2  
art. 171, p. COM-171/0  
art. 173, p. COM-173/1  
art. 176, p. COM-176/1.1 et COM-176/1.2  
art. 185, p. COM-185/1 à COM-185/3  
art. 192, p. COM-192/1.1 à COM-192/5  
art. 193, p. COM-193/0  
art. 196, p. COM-196/1  
art. 197, p. COM-197/0 à COM-197/3  
art. 200, p. COM-200/0  
art. 202, p. COM-202/1 et COM-202/2  
art. 209, p. COM-209/0  
art. 211, p. COM-211/0 à COM-211/6  
art. 212, p. COM-212/1  
art. 214, p. COM-214/0 et COM-214/2

art. 227, p. COM-227/0  
art. 244, p. COM-244/0 à COM-244/19  
art. 245, p. COM-245/0 à COM-245/1.2  
art. 246, p. COM-246/1 et COM-246/2  
art. 247, p. COM-247/0  
art. 267, p. COM-267/1 et COM-267/3  
art. 275, p. COM-275/0 à COM-275/2  
art. 284, p. COM-284/1.1 à COM-284/2  
art. 285, p. COM-285/1  
art. 287, p. COM-287/0 à COM-287/3  
art. 292, p. COM-292/0  
art. 293, p. COM-293/0  
art. 294, p. COM-294/1  
art. 301, p. COM-301/1  
art. 302, p. COM-302/1  
divers, p. COM-D/1 à COM-D/6

## BIBLIOGRAPHIE

- ANSON, Sir William L., Loi et pratique constitutionnelles de l'Angleterre, Paris, Giard et Brière, 1903.
- BEAUCHESNE, Arthur, Parliamentary Rules and Forms, 2<sup>e</sup> édition, Ottawa, Canada Law Book, 1927.
- BEAUCHESNE, Arthur, Règlement annoté et Formulaire de la Chambre des communes du Canada, 4<sup>e</sup> édition, Ottawa, Wilson et Lafleur, 1958.
- BEAUCHESNE, Arthur, Règlement annoté et Formulaire de la Chambre des communes du Canada, 5<sup>e</sup> édition, Ottawa, Wilson et Lafleur, 1978.
- BLACKMORE, Edwin Gordon, Denison's and Brand's Decisions, 1857-1884, Adelaide, House of Commons, 1892.
- BOURINOT, John George, Bourinot's Parliamentary Procedure, 3<sup>e</sup> édition, Canada, Canada Law Book, 1903.
- BOURINOT, John George, Règles de procédure, Ottawa, Ed. La Presse, 1972.
- DAWSON, W.F., Procedures in the Canadian House of Commons, University of Toronto Press, 1962.
- COTÉ, Pierre-André, Interprétation des lois, Cowansville, Ed. Yvon Blais, 1982.
- CUSHING, Luther, Elements of the Law and Practice of Legislative Assemblies in the United States, 9<sup>e</sup> édition, Boston, Little & Brown, 1874.

GEOFFRION, Louis-Philippe, Règlement annoté de l'Assemblée législative, Québec, 1941.

House of Representatives Practice, Canberra, Australian Government Publishing Service, 1981.

MAINGOT, Joseph, Parliamentary Privilege in Canada, Canada, Butterworth, 1982.

MAY, Erskine, Traité des lois, privilèges, procédures et usages du Parlement, t. I, Paris, Giard et Brière, 1909.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 11<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1906.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 13<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1924.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 17<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1967.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 18<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1971.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 19<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1976.

MAY, Erskine, Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament, 20<sup>e</sup> édition, London, Butterworths, 1983.

SPARER, Michel et Wallace SCHWAB, Rédaction des lois: rendez-vous du droit et de la culture, Conseil de la langue française, 1980.



## **ARTICLE 2 - FONCTIONS DU PRÉSIDENT DE COMMISSION**

### **Interprétation du droit**

JD, 13 février 1986, pp. CBA-125-126 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors de l'étude d'un article d'un projet de loi, un député de l'Opposition soulève l'illégalité d'une taxe décrétée par le gouvernement en vertu de cet article.

### **Question**

Le président peut-il rendre une décision quant à la question soulevée par le député de l'Opposition?

### **Décision**

Un président de commission n'a pas à interpréter la loi ni à trancher des questions de droit.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 67(2)

### **Décision similaire**

JD, 18 juin 1987, pp. CBA-2848-2849 (Maurice Richard)

## **ARTICLE 2 - FONCTIONS DU PRÉSIDENT**

Interprétation du droit; recevabilité d'un amendement

JD, 16 juin 1986, pp. CBA-1163-1164 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition doute de la légalité d'un article de ce projet de loi ainsi que d'un amendement proposé par le ministre.

### **Question**

Le président peut-il juger irrecevable un amendement proposé par le ministre sous prétexte qu'il est illégal?

### **Décision**

En vertu des articles 197 et 244, le président juge si, sur le plan de la forme, un amendement est compatible avec le principe du projet de loi, son esprit et sa fin. Le président ne peut juger du fond d'un amendement, c'est-à-dire de son opportunité, pas plus qu'il ne peut décider si une proposition est inconstitutionnelle ou incompatible avec une disposition déjà adoptée ou avec une loi existante. Le président n'interprète pas le droit et, si les députés estiment que l'amendement est illégal, ils peuvent toujours s'y opposer en votant contre.

### **Décision citée**

JD, 20 décembre 1984, pp. 2179-2180 (Richard Guay)

### **Doctrine invoquée**

Geoffrion, art. 67(2)



## Décision similaire

JD, 1<sup>er</sup> décembre 1986, pp. CI-1105 à 1108 (Claude Dauphin)

## **ARTICLE 33 - INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 284  
ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION  
Règle de l'alternance, p. COM-284/1.1

## **ARTICLE 33 - INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ**

Façon d'obtenir la parole; discrétion du président

JD, 10 juin 1986, pp. CE-499 à 502;

JD, 11 juin 1986, pp. CE-503-504 (Robert Thérien)

### **Contexte**

Alors que le président de séance de la commission s'apprête à mettre aux voix plusieurs motions, un député de l'Opposition lui signale son désir d'obtenir la parole une fois la mise aux voix terminée. Le président de séance indique alors qu'un député ministériel lui a déjà demandé la parole il y a une heure et que cette demande a été répétée à plusieurs reprises depuis ce temps.

### **Question**

De quelle façon doit procéder un député qui désire obtenir la parole?

### **Décision**

En vertu de l'article 33, le député qui désire faire une intervention doit demander la parole au président. Le choix d'accorder la parole à tel ou tel député relève de l'entière discrétion du président, qui devra néanmoins distribuer les droits de parole en toute équité. Les députés ne peuvent cependant demander la parole plusieurs heures à l'avance. Selon la règle de l'alternance, le président accorde la parole à un député en faveur d'une motion et ensuite à un député qui s'y oppose. Mais dans le cas présent, cette règle ne peut s'appliquer puisque la commission n'est saisie d'aucune motion. Puisque les députés de l'Opposition ont déjà proposé plusieurs motions, il semble équitable de céder la parole à un député ministériel.

### **Décision citée**

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-67-68.

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., n° 301, p. 99.

## ARTICLE 35(3) - PAROLES INTERDITES

### Sub judice

JD, 30 avril 1986, pp. CI-193 à 196 (Serge Marcil).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits du ministère de la Justice, un député de l'Opposition interroge le ministre de la Justice relativement à une poursuite intentée par certains juges de la Cour provinciale contre le Procureur général.

### **Question**

- 1- Est-il contraire au règlement d'interroger un ministre relativement à l'identité et à la qualité des demandeurs à une action en justice?
- 2- Est-il contraire au règlement de demander au ministre de la Justice d'apporter des précisions relativement au dossier des juges de la Cour supérieure?

### **Décisions**

- 1- L'article 35(3) interdit de parler du fond d'une affaire qui est devant les tribunaux lorsque les paroles prononcées peuvent porter préjudice à qui que ce soit. Cet article n'interdit pas, cependant, d'identifier les demandeurs et les procureurs au dossier. D'ailleurs, cette information est disponible au greffe de la Cour.
- 2- Le président s'objecte à cette question, étant donné les conséquences que le dossier des juges de la Cour supérieure peut avoir sur celui des juges de la Cour provinciale.

## **ARTICLE 35(7) - PAROLES INTERDITES**

### **Propos antiparlementaires**

JD, 13 mai 1986, pp. CBA-828-829 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Au cours d'une intervention, un député ministériel cite les propos d'un journaliste qui semblent contenir des paroles antiparlementaires.

### **Question**

Un député peut-il être rappelé à l'ordre lorsqu'il cite des propos d'un journaliste qui contiennent des paroles antiparlementaires?

### **Décision**

En vertu de l'article 35(7), un député qui a la parole ne peut se servir d'un langage violent, injurieux ou blessant à l'adresse de qui que ce soit. Cette disposition devrait recevoir une interprétation assez stricte, y compris lorsqu'un député désire citer les propos d'un journaliste.

## ARTICLE 35(7) - PAROLES INTERDITES

### Propos antiparlementaires

#### ATTRAPE-NIGAUD

JD, 5 décembre 1984, pp. CEMO-397-398  
(Luc Tremblay).

#### BANDITISME

JD, 13 juin 1986, p. CAPA-581  
(Jacques Tremblay).

#### CHEAP (en parlant d'un député)

JD, 31 mars 1987, p. CI-1920 (Serge Marcil).

#### INNOCENT

JD, 13 juin 1986, p. CAPA-576  
(Jacques Tremblay).

#### MENTEUR POUR MENTEUR

JD, 25 avril 1985, p. CAPA-740  
(Yvon Vallières).

#### PETITES PICASSERIES

(En parlant de la règle voulant qu'on s'adresse au président)  
JD, 5 février 1985, p. CET-920  
(Jacques Beauséjour).

## **ARTICLE 44 - SUSPENSION DES TRAVAUX**

Suspension pendant un vote; rappel au règlement  
(article 227)

JD, 21 février 1985, pp. CEF-1147-1148 (Roland Dussault)

### **Contexte**

Une question de règlement est soulevée lors d'une mise aux voix d'un article d'un projet de loi. Cette question de règlement se rapporte au vote du président de séance membre de la commission.

### **Question**

Le président peut-il suspendre les travaux de la commission au cours d'un vote?

### **Décision**

Le président peut suspendre à loisir afin de faire toutes les vérifications nécessaires lorsqu'une question de règlement est soulevée au sujet de la mise aux voix.



## **ARTICLE 44 - SUSPENSION DES TRAVAUX**

Discrétion du président

JD, 20 février 1986, pp. CBA-303 à 305 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Un député propose une motion de suspension des travaux afin de permettre l'obtention des épreuves en placard ("galées").

### **Question**

Est-il possible de proposer une motion de suspension des travaux?

### **Décision**

La motion de suspension des travaux est inexistante dans le règlement. Seul le président peut décider de suspendre les travaux, conformément à l'article 44.

## **ARTICLE 66 - VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES**

Absence de question de privilège en commission

JD, 13 février 1986, pp. CBA-160 à 162

JD, 18 février 1986, pp. CBA-193 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Soulevant une question de règlement, un député de l'Opposition prétend que le ministre a induit la commission en erreur et qu'il a tenu des propos qui se sont révélés faux.

### **Décision**

Le président de la commission rappelle au député de l'Opposition qu'il lui est possible, en vertu des articles 66 à 69 du règlement, de soulever une violation de droits et de privilèges à l'Assemblée. Ces dispositions réglementaires ne s'appliquent cependant pas en commission parlementaire.

### **Décision similaire**

JD, 5 décembre 1986, pp. CET-1460-1461

(Jean-Pierre Charbonneau)

## **ARTICLE 118 - COMPÉTENCE D'UNE COMMISSION**

Étude détaillée d'un projet de loi;  
ordre de l'Assemblée

JD, 6 juin 1983, pp. CBA-1001 à 1003 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Au début de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition conteste la compétence de la commission et prétend que ce projet de loi devrait plutôt faire l'objet d'une étude détaillée devant une autre commission.

### **Question**

Est-il possible de contester en commission la compétence de cette dernière?

### **Décision**

Le président de la commission ne peut remettre en cause la compétence de la commission puisqu'un ordre de l'Assemblée dûment adopté exige de la commission qu'elle procède à l'étude détaillée du projet de loi.

## **ARTICLE 124 - MINISTRE MEMBRE D'UNE COMMISSION**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 165

MOTION D'AJOURNEMENT DES TRAVAUX

Étude des crédits; droit de parole du ministre,

p. COM-165/1

## **ARTICLE 124 - MINISTRE MEMBRE D'UNE COMMISSION**

Obligation d'être présent en commission

JD, 26 mars 1986, pp. CBA-511 à 514 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Dans la motion d'envoi en commission d'un projet de loi d'intérêt privé présenté par un député, on précise que le ministre des Finances sera membre de la commission. Au début des travaux de la commission, constatant l'absence du ministre, un député de l'Opposition soulève une question de règlement.

### **Question**

Lorsque l'Assemblée adopte une motion précisant qu'un ministre sera membre d'une commission pour la durée d'un mandat, est-ce que ce ministre doit obligatoirement être présent lors de l'exécution du mandat?

### **Décision**

L'article 124 n'a pas pour conséquence de forcer un ministre à assister aux travaux de la commission. Un ministre peut très bien être membre d'une commission sans être obligé de faire acte de présence.

## **ARTICLE 131 et ARTICLE 3 RF - REMPLACEMENT POUR UNE SÉANCE**

Remplacement d'un député  
indépendant

JD, 6 juin 1985, pp. CBA-843 à 847 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Au début des travaux d'une commission, un député indépendant annonce son intention de remplacer un autre député indépendant.

### **Question**

Un député indépendant peut-il en remplacer un autre?

### **Décision**

L'article 131 permet à un député indépendant d'en remplacer un autre sans que les membres de la commission aient besoin d'y consentir. L'article 3 des Règles de fonctionnement, prévoyant que les whips doivent signifier les remplacements au secrétaire de la commission, ne s'applique pas à l'égard des députés indépendants.

## **ARTICLE 131- REMPLACEMENT POUR UNE SÉANCE**

Séance de travail; choix d'un mandat d'initiative

CI, séance de travail du 29 août 1985, procès-verbal, p. 2  
(Marcel Gagnon).

### **Contexte**

Le 29 août 1985, lors d'une séance de travail de la Commission des institutions, celle-ci discute de l'opportunité de se saisir d'un mandat d'initiative portant sur l'utilisation de fonds publics par les ministres candidats à la présidence du Parti québécois. Le leader de l'Opposition officielle propose que le chef de l'Opposition remplace un autre membre, conformément à l'article 131.

### **Question**

Le remplacement temporaire d'un membre est-il permis lors d'une séance de travail ayant pour objet de discuter de l'opportunité pour la commission de se saisir d'un mandat d'initiative?

### **Décision**

Seuls les membres permanents d'une commission devraient être présents lors d'une séance de travail portant sur l'opportunité pour une commission de se saisir d'un mandat d'initiative. Quant aux remplacements pour la durée d'une séance (art. 131), ils ne peuvent avoir lieu que lorsqu'une commission exécute un mandat qui lui est confié par l'Assemblée. Il n'y a donc pas de remplacement pour la durée d'une séance lors d'une séance de travail portant sur la possibilité pour une commission de se saisir d'un mandat d'initiative. Les remplacements sont toutefois possibles une fois que la commission a décidé de se saisir d'un mandat d'initiative. Un député qui désire participer aux travaux de la commission peut cependant se prévaloir de l'article 132, si la commission y consent.

## **ARTICLE 132 - PARTICIPATION D'UN NON-MEMBRE**

### **Participation du ministre**

JD, 8 octobre 1985, pp. CI-783 à 789 (Marcel Gagnon).

### **Contexte**

Au début des travaux d'une commission portant sur l'étude d'un projet de règlement et avant d'entreprendre une consultation générale, un membre propose que le ministre puisse participer aux travaux de la commission.

### **Question**

Le ministre peut-il participer aux travaux de la commission lorsqu'il n'en est pas membre?

### **Décision**

Selon l'article 132, le député qui n'est pas membre d'une commission peut, avec la permission de cette dernière, participer à ses délibérations, mais ne peut y voter ni y présenter de motion. Pour obtenir la permission de la commission, il faut nécessairement un consentement unanime des membres.



## **ARTICLE 138 - FONCTIONS DU PRÉSIDENT DE COMMISSION**

VOIR: COMMISSION - ARTICLE 2

FONCTIONS DU PRÉSIDENT DE COMMISSION

Interprétation du droit; recevabilité, p. COM-2/1 et  
2/2

## **ARTICLE 138 - FONCTIONS DU PRÉSIDENT DE COMMISSION**

Organisation des travaux - ajournement

JD, 28 août 1984, p. OET-273 (Louise Harel).

### **Contexte**

Le ministre du Travail étant dans l'impossibilité d'être à Québec à cause des conditions atmosphériques, il ne peut être présent à l'audition des parties impliquées dans la négociation du décret de la construction.

### **Question**

Considérant les circonstances particulières, la présidente peut-elle ajourner les travaux?

### **Décision**

L'article 138 du règlement confère à la présidence l'obligation d'organiser les travaux de la commission, et ce afin d'assurer le bon fonctionnement des travaux de la commission. Considérant l'absence motivée du ministre, la présidente ajourne les travaux au lendemain.

## **ARTICLE 138 - FONCTIONS DU PRÉSIDENT DE COMMISSION**

### **Droit de vote du président**

JD, 9 mai 1985, pp. CI-499-500 (Marcel Gagnon).

### **Contexte**

Lors d'un vote portant sur les crédits d'un ministère, le résultat s'établit à cinq voix pour et cinq voix contre.

### **Question**

Le président de la commission peut-il exercer un vote prépondérant?

### **Décision**

Le président de la commission peut voter puisqu'il est membre de la commission et qu'il en a le droit en vertu de l'article 138. Le président de commission ne peut cependant exercer un droit de vote prépondérant.

## **ARTICLE 144 - MODIFICATION A L'HORAIRE**

Consultations particulières; consentement requis  
pour siéger au-delà des heures régulières

JD, 22 septembre 1986, pp. CET-557 à 560;  
591-592 (Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Un député de l'Opposition conteste l'ordre du jour d'une séance où la commission doit procéder à des consultations particulières puisque cet ordre du jour prévoit que les travaux se poursuivront au-delà de 22 heures. Lors d'une séance de travail préalable, la commission a déterminé, suite à un vote divisé, la durée totale de chaque audition et la durée respective de l'exposé et des échanges avec la commission mais aucun consentement n'a été sollicité pour aller au-delà des heures régulières de séances.

### **Question**

Doit-on obtenir un consentement unanime pour aller au-delà des heures régulières de séance et ce même si la commission, en vertu de l'article 171, a déterminé la durée totale de chaque audition?

### **Décision**

Les articles 20, 143 et 144 du règlement précisent clairement les heures où les commissions peuvent siéger. Quant à l'article 171, il permet de déterminer la durée des auditions et des échanges mais ne donne pas la possibilité, à moins d'un consentement unanime obtenu en vertu de l'article 144, de modifier les heures régulières des séances. En conséquence, puisqu'aucun consentement n'a été donné lors de la séance de travail, il sera nécessaire, pour poursuivre les travaux au-delà de 22 heures, que tous les membres de la commission y consentent.

## **ARTICLE 149 - INITIATIVE DE LA COMMISSION**

Consultation sur des projets de loi

CAS, séance de travail du 6 juin 1986, procès-verbal, p. 3  
(Guy Bélanger).

### **Contexte**

Lors d'une séance de travail de la Commission des affaires sociales, un député de l'Opposition présente la motion suivante: "Conformément aux dispositions de l'article 149 de nos règles de procédure, je fais motion pour que la Commission des affaires sociales se donne le mandat de tenir une consultation particulière sur les projets de loi 74 et 75 avant leur étude en deuxième lecture. Cette consultation donnera l'occasion aux intervenants concernés de se faire entendre par les membres de la Commission des affaires sociales."

### **Question**

Cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Tout en reconnaissant la possibilité pour une commission d'entamer d'elle-même un mandat d'étude de projets de loi, ceux-ci constituant une 'matière d'intérêt public', le président déclare que le fait d'avoir indiqué à la motion "avant leur étude en 2<sup>e</sup> lecture" constitue une immixtion dans le processus législatif, lequel processus appartient à l'Assemblée nationale.

Le président juge la motion irrecevable.

## **ARTICLE 150 - SOUS-COMMISSION**

### **Formation d'une sous-commission**

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-69-70 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits, un député suggère au président de consulter le vice-président afin de discuter de l'opportunité de former une sous-commission.

### **Question**

Le président et le vice-président d'une commission peuvent-ils décider de déléguer l'étude d'une matière à une sous-commission?

### **Décision**

L'étude d'une question ne peut être confiée à une sous-commission que si la commission se réunit et adopte une motion en ce sens.

## **ARTICLE 150 - SOUS-COMMISSION**

Conditions donnant lieu à la formation d'une sous-commission

JD, 6 juin 1985, pp. CBA-865 à 867 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Lors des remarques préliminaires précédant l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant présente une motion visant à confier à une sous-commission la tâche d'étudier une proposition suggérée par une partie syndicale.

### **Décision**

La motion du député indépendant est irrecevable puisque son adoption aurait pour effet de confier à une sous-commission un mandat différent de celui que lui a confié l'Assemblée, à savoir l'étude détaillée d'un projet de loi.

## **ARTICLE 156 - QUORUM**

Absence d'un représentant de l'Opposition officielle

JD, 12 juin 1985, pp. CBA-1121-1122 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Alors qu'aucun représentant de l'Opposition officielle n'est présent pour la poursuite de l'étude détaillée d'un projet de loi public, la commission entame ses travaux et le président appelle l'étude d'un amendement proposé par un député indépendant. Ce député s'oppose à une telle pratique, même si la commission a le quorum requis.

### **Question**

Une commission peut-elle commencer ses travaux en l'absence de toute représentation de l'Opposition officielle?

### **Décision**

La commission a quorum et la motion d'amendement que la commission doit étudier a été proposée par un membre présent à la séance. La commission peut donc commencer ses travaux.



## **ARTICLE 156 - QUORUM**

Mise aux voix; absence du ministre

JD, 16 juin 1986, pp. CAE-985 (Jean-Guy St-Roch).

### **Contexte**

Au moment de mettre aux voix un amendement proposé à un article d'un projet de loi par un député de l'Opposition, le président constate l'absence du ministre.

### **Question**

Est-il possible de mettre aux voix une motion lorsque le par-  
rain du projet de loi est absent?

### **Décision**

En vertu de l'article 156, la seule condition à la validité du vote est l'existence du quorum. En conséquence, il est possible de procéder à la mise aux voix malgré l'absence du ministre.

## **ARTICLE 159 - SÉANCE DE TRAVAIL**

### **Présence du public**

Séance du 29 août 1985, procès-verbal de la CI, pp. 3 et 4 (Marcel Gagnon).

### **Contexte**

Lors d'une séance de travail de la Commission des institutions, un député indépendant demande au président de lever le huis clos.

### **Question**

Une commission siège-t-elle à huis clos lorsqu'elle tient une séance de travail?

### **Décision**

En séance de travail, une commission siège hors de la présence du public sans toutefois siéger à huis clos.

Il est néanmoins d'usage que certains membres des cabinets du Président, des leaders, des whips ainsi que du personnel de l'Assemblée soient présents afin de suivre les travaux de la commission.

## ARTICLE 162 - DÉPÔT DE DOCUMENTS

Permission du président

JD, 10 octobre 1984, pp. CAPA-87 à 89 (Yvon Vallières).

### Contexte

Un député ministériel cite un document qui a été transmis à la commission par l'Office du crédit agricole sous le sceau de la confidentialité. Un député de l'Opposition exige le dépôt de ce document, ce que le président accepte.

### Question

Est-ce que l'on peut déposer en commission des documents de nature confidentielle au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1)?

### Décision

Lorsqu'il s'agit de déposer des documents contenant des renseignements de nature confidentielle, la commission doit agir avec prudence. Même si les membres consentent unanimement au dépôt de tels documents, le président conserve toute discrétion pour refuser le dépôt.

## **ARTICLE 162 - DÉPÔT DE DOCUMENTS**

Permission du président

JD, 10 octobre 1984, p. CI-126 (Jean-Claude Rivest).

### **Contexte**

Lors d'une consultation particulière, un député de l'Opposition fait référence à un document qui retranscrit une conversation privée entre le Directeur général des élections et un de ses employés.

### **Question**

Est-il possible de déposer ce document?

### **Décision**

Le président ne permettra pas le dépôt d'un document s'il n'a pas un minimum d'informations préalables sur l'authenticité d'un tel document.

### **Décisions similaires**

JD, 14 octobre 1986, p. CE-1455 (Marcel Parent)

JD, 27 mai 1987, pp. CE-1910-1911 (Marcel Parent)

## **ARTICLE 162 - DÉPÔT DE DOCUMENTS**

Permission du président

JD, 10 octobre 1984, p. CI-137 (Jean-Claude Rivest)

### **Contexte**

Un ministre s'oppose fermement au dépôt d'un document auquel fait référence un député de l'Opposition.

### **Question**

Un député peut-il s'opposer au dépôt d'un document en commission?

### **Décision**

Le président rappelle au ministre qu'en vertu de l'article 162 du règlement, seul le président de la commission peut autoriser le dépôt d'un document. La présidence n'a pas à chercher ou à obtenir le consentement de qui que ce soit.

## **ARTICLE 162 - DÉPÔT DE DOCUMENTS**

Dépôt des mémoires des organismes non invités  
par la commission

JD, 22 septembre 1986, p. CET-564 (Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Un député désire déposer devant la commission les mémoires des organismes qui ne seront pas entendus dans le cadre d'une consultation particulière. Il demande également que ces mémoires soient retranscrits dans le Journal des débats.

### **Décision**

L'autorité confiée au président peut lui permettre, en vertu de l'article 162, d'accepter des dépôts de documents. En conséquence, le président accepte le dépôt des mémoires qui seront consignés aux archives de la commission.

Depuis quelques années, la pratique veut cependant que l'on ne transcrive plus ces mémoires dans le Journal des débats.

## **ARTICLE 164 - CONVOCATION D'UN MINISTRE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Consultation particulière;  
convocation d'un ministre (art. 164), p. COM-244/4 et  
244/18

COMMISSIONS - ARTICLE 170  
CONSULTATION PARTICULIÈRE  
Convocation d'un ministre; respect du mandat confié  
par l'Assemblée, p. COM-170/1

## **ARTICLE 165 - MOTION D'AJOURNEMENT DES TRAVAUX**

Étude des crédits; droit de parole du ministre

JD, 1<sup>er</sup> juin 1987, pp. CAS-1696 à 1698 (Guy Bélanger)

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits, un député de l'Opposition propose une motion d'ajournement des travaux et désire que la ministre intervienne sur cette motion.

### **Question**

Un ministre peut-il prendre la parole lorsqu'un membre d'une commission propose une motion d'ajournement des travaux au cours de l'étude des crédits?

### **Décision**

En l'absence d'un ordre de l'Assemblée à cet effet, un ministre ne peut être membre de la commission qui étudie les crédits budgétaires. En l'occurrence, la ministre n'étant pas membre de la commission, elle ne peut intervenir sur la motion d'ajournement des travaux.



## **ARTICLE 170 - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 211  
RÈGLE DE LA PERTINENCE  
Consultation particulière; questions posées  
au ministre, p. COM-211/4

COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Consultation particulière; motion identique,  
p. COM-244/17

## **ARTICLE 170 - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

Convocation d'un ministre; respect du mandat  
confié par l'Assemblée

JD, 16 septembre 1986, pp. OE-616 à 620 (Marcel Parent)

### **Contexte**

Au cours d'une consultation générale menée par la commission suite à un mandat confié par l'Assemblée, une députée de l'Opposition propose, en vertu de l'article 170, que la commission entende le président du Conseil du Trésor dans le cadre d'une consultation particulière.

### **Question**

Peut-on proposer d'entendre un ministre selon les règles d'une consultation particulière alors que la commission a reçu le mandat de procéder à une consultation générale?

### **Décision**

Puisque le mandat octroyé à la commission en est un de consultation générale, la motion proposée par l'Opposition et visant la tenue d'une consultation particulière est irrecevable en séance publique. La commission ayant déjà discuté en séance de travail de la possibilité de tenir des consultations particulières, le président suggère donc à l'Opposition de représenter cette motion au cours d'une prochaine séance de travail.

## **ARTICLE 170 - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

Liste des invités déterminée par l'Assemblée et la commission; impossibilité d'ajouter des invités

JD, 22 septembre 1986, pp. CET-578 à 580  
(Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Dans le cadre de l'exécution d'un mandat de consultation particulière confié par l'Assemblée, un député de l'Opposition propose, en vertu de l'article 170, que la commission sollicite l'opinion du président du groupe de travail sur la déréglementation.

### **Question**

Cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Le président juge cette motion irrecevable puisque l'Assemblée a déjà déterminé la liste des invités et que la commission a décidé au cours d'une séance de travail antérieure qu'elle entendrait.

## **ARTICLE 171 - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 144

MODIFICATION A L'HORAIRE

Consultations particulières; consentement  
requis pour siéger au-delà des heures  
régulières, p. COM-144/1

## **ARTICLE 173 - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

### **Temps de parole**

JD, 26 mars 1986, p. CET-74 (Jean-Pierre Charbonneau).

### **Question**

Dans le cadre d'une consultation particulière, de quel temps de parole disposent les membres pour interroger les organismes invités par la commission?

### **Décision**

En vertu de l'article 173, les membres peuvent intervenir plus d'une fois, mais sans excéder dix minutes pour chacune de leurs interventions. Ces temps de parole n'incluent pas les réponses des invités.

## **ARTICLE 176 - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS D'UNE COMMISSION**

Recommandations proposées lors d'une séance publique; modification de la forme d'une motion (art. 193)

JD, 27 mars 1986, pp. CÉT-115; CÉT-118-119  
(Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Avant que la Commission de l'économie et du travail ne mette un terme à ses travaux ayant porté sur l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec, un député de l'Opposition propose la motion suivante: "Que la commission de l'économie et du travail recommande au gouvernement de rejeter la proposition tarifaire d'Hydro-Québec et d'y substituer une majoration inférieure à celle demandée et se rapprochant davantage du taux d'inflation prévu."

### **Question**

La motion recommandant au gouvernement de poser un geste peut-elle être présentée lors d'une séance publique de la commission? Cette motion doit-elle nécessairement être présentée lors d'une séance de travail?

### **Décision**

En vertu de l'article 176, au terme de l'examen d'une affaire qui lui a été confiée par l'Assemblée, toute commission dispose d'un jour franc pour déterminer en séance de travail les observations, conclusions et recommandations qu'elle entend déposer à l'Assemblée. A priori, on pourrait penser que l'intention du législateur n'était pas, en rédigeant l'article 176, de restreindre la portée des débats publics en commission et qu'une interprétation restrictive de cet article limiterait d'une certaine façon les droits des parlementaires de débattre publiquement des questions importantes.

Ayant des doutes quant à la portée de l'article 176 et ne voulant pas créer de précédent quant à l'interprétation de cet article, le président, se prévalant de l'article 193, remplace le mot "recommande" par "souhaite" afin de rendre la motion recevable.

### **Décision similaire**

JD, 5 mars 1987, pp. CET-2503 à 2505  
(Jean-Pierre Charbonneau)

## **ARTICLE 185 - MOTIONS IDENTIQUES**

### **Recevabilité**

JD, 5 décembre 1984, pp. CE-374 à 377 (Luc Tremblay)

### **Contexte**

Avant que ne soit entreprise l'étude détaillée d'un projet de loi, plusieurs motions préliminaires sont présentées afin de permettre l'audition de nombreux organismes dans le cadre d'une consultation particulière.

### **Question**

Si une motion proposant d'entendre un organisme est rejetée, est-ce qu'une seconde motion proposant d'entendre un organisme différent est recevable?

### **Décision**

L'article 63 du règlement en vigueur avant 1984 prévoyait qu'une motion ne devait pas soulever une question identique, quant au fond, à une motion déjà décidée ou inscrite au feuillet. Dans le cas présent, la seconde motion indique un organisme qui n'était pas mentionné dans la première motion.

La seconde motion est donc différente, quant au fond, de la première motion.

### **Article de règlement cité**

RAN 1972-1984, art. 63(2)

### **Décisions similaires**

JD, 16 juin 1986, p. CAE-929

JD, 17 juin 1987, p. CBA-2783



## **ARTICLE 185 - MOTIONS IDENTIQUES**

### **Recevabilité**

JD, 18 février 1986, pp. CBA-181 à 187 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Après que la commission ait rejeté une motion d'amendement proposée par un député de l'Opposition, ce dernier propose une seconde motion d'amendement entièrement différente de la première motion quant à la forme, mais recherchant les mêmes objectifs que la première motion.

### **Question**

Cette motion d'amendement est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion d'amendement est irrecevable, car elle a les mêmes effets que la motion présentée précédemment. Selon la coutume, une motion ne doit pas soulever une question identique au fond à une question dont la commission a déjà décidé, à moins qu'elle n'indique des faits nouveaux.

### **Décisions similaires**

JD, 11 février 1986, pp. CBA-30 à 35 (Jean-Guy Lemieux).

JD, 5 mars 1987, pp. CBA-1902 à 1904 (Jean-Guy Lemieux).

## **ARTICLE 185 - MOTIONS IDENTIQUES**

### **Recevabilité**

JD, 29 mai 1986, pp. CC-616-617 (Claude Trudel).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose que la commission entende certains organismes, conformément à l'article 244. La commission a déjà rejeté une motion au même effet.

### **Question**

Cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion est identique à la motion précédente et ce, même si elle propose d'entendre moins d'organismes que cette dernière. Cette seconde motion ne contient aucun fait nouveau. Les dates de la tenue des consultations particulières et le nom des organismes et des personnes devant être entendus sont les mêmes.

### **Décision citée**

JD, 5 décembre 1984, p. CE-377 (Luc Tremblay).

## **ARTICLE 192 - MOTIONS PRÉSENTÉES PAR UN MINISTRE**

### **Engagement de fonds publics**

JD, 6 décembre 1984, pp. CE-455 à 462 (Luc Tremblay)

#### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose d'amender un article afin d'abaisser l'âge d'entrée à l'école.

#### **Question**

Considérant que l'adoption de cette motion d'amendement engagerait des fonds publics, peut-on la juger recevable?

#### **Décision**

Cette motion est irrecevable puisqu'elle engage des fonds publics. Pour savoir si une motion implique des engagements de fonds publics, quatre critères doivent être pris en considération: 1) Est-ce exécutoire? 2) Y a-t-il implication directe sur des dépenses d'argent? 3) Est-ce exprimé en termes généraux? 4) Est-ce que la motion comporte des chiffres? Dans le cas présent, la motion serait exécutoire puisque comprise dans une loi elle-même exécutoire; elle implique également des dépenses d'argent et la motion n'est pas exprimée en termes généraux, puisqu'elle demande spécifiquement d'abaisser l'âge d'entrée à l'école.

#### **Article de règlement cité**

RAN 1972-1984, art. 64

#### **Décision citée**

JD, 15 mai 1974, pp. 731-732 (Jean-Noël Lavoie)

## **Décision similaire**

JD, 5 mars 1987, pp. CBA-1896 à 1904 (Jean-Guy Lemieux)

## **ARTICLE 192 - MOTIONS PRÉSENTÉES PAR UN MINISTRE**

### **Engagement de fonds publics**

JD, 6 décembre 1984, pp. CE-491 à 494 (Luc Tremblay).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose d'amender un article en y ajoutant, entre autres, les mots "dans la mesure de ses moyens financiers".

### **Question**

Cette motion a-t-elle pour effet d'engager des fonds publics?

### **Décision**

Cette motion est recevable puisqu'elle n'engage pas de fonds publics; elle n'est pas exécutoire, il n'y a pas d'implication directe sur des dépenses d'argent, la motion est exprimée en termes généraux et elle ne comporte pas de chiffres.

### **Décisions citées**

JD, 15 mai 1974, pp. 731-732 (Jean-Noël Lavoie);  
JD, 6 décembre 1984, pp. CE-455 à 462 (Luc Tremblay).

## **ARTICLE 192 - MOTIONS PRÉSENTÉES PAR UN MINISTRE**

Privation de revenus; engagements de fonds publics

JD, 13 février 1986, pp. CBA-174 à 178;

JD, 18 février 1986, pp. CBA-179 à 181 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Un député de l'Opposition propose un amendement à un article d'un projet de loi qui, s'il était adopté, aurait pour effet d'interdire au gouvernement une hausse de taxe qu'il a déjà décrétée.

### **Question**

L'amendement proposé par le député de l'Opposition a-t-il pour effet d'engager des fonds publics, et ce contrairement à l'article 192 qui stipule que seul un ministre peut proposer une motion à cet effet?

### **Décision**

La motion d'amendement proposée par le député de l'Opposition est irrecevable, car elle aurait pour effet de priver l'État de certains revenus. La jurisprudence québécoise considère que cette privation a pour effet d'engager les fonds publics puisque le gouvernement devra combler ce manque à gagner par quelque autre moyen. Or, seul un ministre peut proposer une motion visant l'engagement de fonds publics.

### **Articles de règlements cités**

Geoffrion, art. 155, 538, 548, 790, 793;  
RAN 1972-1984, art. 64.

### **Décision citée**

Procès-verbaux, Assemblée législative, 29 février 1941.

### **Doctrine invoquée**

May, 20<sup>e</sup> éd., p. 750.

### **Décision similaire**

JD, 16 juin 1986, pp. CBA-1193 à 1197 (Jean-Guy Lemieux).

## **ARTICLE 192 - MOTIONS PRÉSENTÉES PAR UN MINISTRE**

Incidence financière; le président doit accepter la parole du ministre

JD, 20 février 1986, pp. CBA-257-258 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Un député de l'Opposition propose un amendement à un article d'un projet de loi qui, selon le ministre, est irrecevable puisqu'il a pour effet d'engager des fonds publics, ce qu'interdit l'article 192. Le président, après avoir entendu plusieurs interventions sur cette question de règlement, conserve certains doutes quant à l'existence d'implications financières.

### **Question**

Si le président doute de l'implication financière d'une motion proposée par un député autre qu'un ministre, doit-il juger cette motion recevable ou irrecevable?

### **Décision**

Puisque le ministre affirme qu'il y a incidence financière, le président doit prendre la parole du ministre, même si certains doutes subsistent. En conséquence, la motion d'amendement du député de l'Opposition est irrecevable.



## **ARTICLE 192 - MOTIONS PRÉSENTÉES PAR UN MINISTRE**

Motion n'exprimant qu'une idée générale ou une opinion

JD, 27 mars 1986, pp. CET-115; CET-118-119  
(Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Avant que la Commission de l'économie et du travail ne mette un terme à ses travaux ayant porté sur l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec, un député de l'Opposition propose la motion suivante: "Que la Commission de l'économie et du travail recommande au gouvernement de rejeter la proposition tarifaire d'Hydro-Québec et d'y substituer une majoration inférieure à celle demandée et se rapprochant davantage du taux d'inflation prévu."

### **Question**

Cette motion a-t-elle une implication financière contraire à l'article 192?

### **Décision**

Cette motion serait recevable puisqu'une recommandation ne fait qu'exprimer une idée générale ou une opinion, ce qu'autorise l'article 192.

### **Décision similaire**

JD, 5 mars 1987, pp. CET-2503 à 2505  
(Jean-Pierre Charbonneau)

## **ARTICLE 193 - CORRECTION DE LA FORME D'UNE MOTION**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 176

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS D'UNE COMMISSION

Recommandations proposées lors d'une séance publique;  
modification de la forme d'une motion (art. 193),  
p. COM-176/1

## **ARTICLE 196 - MOTION D'AMENDMENT**

Possibilité de proposer une motion d'amendement

JD, 29 mai 1986, pp. CC-612 à 616 (Claude Trudel).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition présente un amendement à une motion proposant que la commission procède à des consultations particulières, conformément à l'article 244. Toutefois, l'auteur de cette motion d'amendement ne dispose plus de temps de parole sur la motion qu'il désire amender.

### **Question**

Cette motion d'amendement est-elle recevable?

### **Décision**

L'auteur de cette motion d'amendement ne dispose plus de temps de parole sur la motion originale. Par conséquent, il ne peut intervenir et proposer un amendement. Il faut avoir le droit d'intervenir sur une motion pour pouvoir proposer un amendement. Celui qui a déjà pris la parole sur une motion ne peut se lever de nouveau pour proposer de l'amender.

### **Articles de règlements cités**

Geoffrion, art. 10;  
RAN 1972-1984, art. 69.

## **ARTICLE 197 - MOTION D'AMENDMENT**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 2  
FONCTIONS DU PRÉSIDENT  
Interprétation du droit;  
recevabilité d'un amendement, pp. COM-2/1 et 2/2

COMMISSIONS - ARTICLE 185  
MOTIONS IDENTIQUES  
Recevabilité, pp. COM-185/1 à 185/3

COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Motion préliminaire; étude de la possibilité d'inclure  
un préambule;  
recevabilité d'un amendement, pp. COM-244/6 à 244/8;  
244/12 et 244/19

## **ARTICLE 197 - MOTION D'AMENDEMENT**

Recevabilité; principe de la motion de fond

JD, 5 décembre 1984, pp. CE-393 à 395 (Luc Tremblay)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape de la présentation de motions préliminaires, le ministre propose que la commission n'entende qu'un seul organisme dans le cadre d'une consultation particulière. Un député de l'Opposition propose un amendement qui aurait pour effet de permettre à plusieurs autres organismes de se faire entendre par la commission.

### **Question**

Un amendement proposant d'entendre plusieurs organismes alors que la motion étudiée propose de n'entendre qu'un seul organisme est-il recevable?

### **Décision**

L'article 197 du règlement précise que les amendements ne peuvent aller à l'encontre du principe de la motion. Si la motion vise à n'entendre qu'un seul organisme, on ne peut, par un amendement, suggérer l'audition de plusieurs organismes puisque cela modifie le principe de la motion.

### **Décisions similaires**

JD, 16 décembre 1986, pp. CAE-2337-2338 (Jean-Guy St-Roch)

JD, 12 mai 1987, p. CAE-3219 (Jean-Guy St-Roch)

## **ARTICLE 197 - MOTION D'AMENDMENT**

Recevabilité; principe de la motion;  
retrait de la motion (art. 195)

JD, 4 juin 1986, pp. CAPA-256 à 258; CAPA-264  
(Jacques Tremblay).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, un député de l'Opposition propose successivement de supprimer les articles 8 et 9 du projet de loi.

### **Question**

Ces amendements sont-ils recevables?

### **Décision**

Conformément à l'article 197, un amendement ne peut aller à l'encontre du principe de la motion principale. Un amendement ne vise qu'à retrancher, à ajouter ou à remplacer des mots. Si un député n'est pas d'accord avec une motion, il doit voter contre. Seul l'auteur d'une motion peut en proposer le retrait, conformément à l'article 195.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion; art. 566 (note 7).

### **Décisions citées**

JD, 13 juin 1985, pp. CBA-1276 à 1281 (Claude Lachance)

JD, 3 décembre 1975, pp. 2352 à 2356 (Jean-Noël Lavoie)

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., n<sup>o</sup> 773, p. 238

### **Décisions similaires**

JD, 12 mai 1987, p. CAE-3218 (Jean-Guy St-Roch)

JD, 9 juin 1987, p. CI-2957 (Serge Marcil)

## ARTICLE 197 - MOTION D'AMENDMENT

Recevabilité; principe de la motion de fond

JD, 13 juin 1986, pp. CBA-1131 (Jean-Guy Lemieux).

### Contexte

Lors de l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, un député de l'Opposition propose un amendement visant à biffer le deuxième alinéa de l'article 5. Cet article stipule ce qui suit:

Le sous-ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à un fonctionnaire ou au titulaire d'un emploi l'exercice de ses fonctions visées par la présente loi.

Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions qu'il indique; le cas échéant, il identifie le fonctionnaire ou le titulaire de l'emploi à qui cette subdélégation peut être faite.

### Question

Considérant le fait que l'amendement vise à interdire la subdélégation, doit-on en conclure que cet amendement va à l'encontre du principe de l'article 5 du projet de loi?

### Décision

En vertu de l'article 197, les amendements doivent concerner le même sujet que la motion et ne peuvent aller à l'encontre de son principe. Dans le cas présent, le président a un doute quant au principe de l'article 5: est-ce simplement de permettre la délégation, la subdélégation n'étant qu'une modalité, ou est-ce au contraire de permettre la délégation et la subdélégation? Le président estime que ce doute doit jouer en faveur du motionnaire et juge donc recevable la motion d'amendement visant à interdire la subdélégation.



## ARTICLE 200 - SOUS-AMENDEMENTS

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Amendement; sous-amendement (art. 200);  
temps de parole (art. 208 et 245), p. COM-244/8

## **ARTICLE 202 - MISE AUX VOIX IMMÉDIATE**

Élection d'un président de commission

JD, 13 mars 1985, p. OET-1333 (Richard Guay).

### **Contexte**

Lors de l'étude d'une motion proposant le nom d'un député afin de combler un poste de président de commission, un député présente une motion de mise aux voix immédiate.

### **Question**

Cette motion de mise aux voix immédiate est-elle recevable?

### **Décision**

Le Président juge cette motion recevable, puisque les membres de la commission ont suffisamment délibéré sur la motion de fond et que tous ont eu l'occasion de s'exprimer.

## **ARTICLE 202 - MISE AUX VOIX IMMÉDIATE**

Recevabilité; motion d'amendement

JD, 11 juin 1986, pp. CE-542 à 544 (Michel Bissonnet).

### **Contexte**

Un député ministériel propose la mise aux voix immédiate d'une motion d'amendement.

### **Question**

Une motion d'amendement peut-elle faire l'objet d'une motion de mise aux voix immédiate?

### **Décision**

En vertu de l'article 202, il n'est pas possible de demander la mise aux voix immédiate d'une motion d'amendement. Seule une motion de fond peut faire l'objet d'une motion de mise aux voix immédiate.

### **Décision similaire**

JD, 11 juin 1986, pp. CE-573 (Robert Thérien).

## ARTICLE 209 - TEMPS DE PAROLE

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Consultation particulière; motion  
préliminaire; temps de parole  
(art. 209 et 245), p. COM-244/9

Amendement; sous-amendement (art. 200);  
temps de parole (art. 209 et 245), p. COM-244/8

COMMISSIONS - ARTICLE 275  
ÉTUDE DU BUDGET EN COMMISSION  
Temps de parole, p. COM-275/2

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 275  
DÉBAT SUR LE DISCOURS DU BUDGET  
Commission du budget et de  
l'administration; pertinence  
d'un discours, p. COM-275/1

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

Étude détaillée d'un projet de loi

JD, 13 février 1986, pp. CBA-122 à 125; CBA-123  
(Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, de nombreux rappels à la règle de la pertinence sont faits par les députés ministériels.

### **Question**

Comment peut-on définir la règle de la pertinence?

### **Décision**

En vertu de l'article 211, tout discours doit porter sur le sujet en discussion. On doit se référer de façon très précise au mandat confié par l'Assemblée pour déterminer ce qui est pertinent ou pas. Cette règle de la pertinence est très difficile à définir et doit être interprétée au bénéfice du député.

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., no 220, p. 98.

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

### **Étude des crédits**

JD, 16 avril 1986, p. CBA-533 (Jean-Guy Lemieux).

### **Question**

De quelle façon doit s'appliquer la règle de la pertinence lors de l'étude des crédits?

### **Décision**

Lors de l'étude des crédits, la règle de la pertinence doit être appliquée avec moins de sévérité que lors de l'étude détaillée de projets de loi. Ainsi, les interventions des membres peuvent se rapporter à l'ensemble des activités d'un ministère, pour autant que ces interventions aient un lien avec un élément de programme.

### **Décisions similaires**

JD, 26 mai 1987, p. CAE-3489 (Jean-Guy St-Roch)

JD, 28 mai 1987, p. CAE-3623 (Jean-Guy St-Roch)

JD, 2 juin 1987, p. CI-2746 (Serge Marcil)

JD, 4 juin 1987, p. CC-1196 (Claude Trudel)

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

Étude détaillée d'un projet de loi;  
remarques préliminaires

JD, 9 juin 1986, p. CBA-1033 (Jean-Guy Lemieux).

### **Question**

Lors des remarques préliminaires précédant l'étude détaillée d'un projet de loi, est-il possible de faire référence à des articles du projet de loi?

### **Décision**

Sans aborder de façon systématique chacun des articles du projet de loi, il est possible, lors des remarques préliminaires, de faire référence à certaines dispositions particulières du projet de loi.



## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

Consultation particulière; questions posées au ministre

JD, 29 septembre 1986, pp. CET-807-808  
(Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

Au cours d'une consultation particulière, un député de l'Opposition interroge un ministre sur une question d'actualité se rapportant à un organisme que la commission a entendu la semaine précédente.

### **Question**

Dans le cadre d'une consultation particulière, un député peut-il interroger le ministre sur des questions d'actualité qui concernent un organisme que la commission a déjà entendu?

### **Décision**

Lors de la présentation et de la discussion d'un mémoire, il est possible de poser quelques questions au ministre si ce dernier y consent. Les questions ne peuvent cependant pas porter sur des organismes que la commission a déjà entendu. Le mandat de la commission est de procéder à des consultations et ne permet pas de commenter l'actualité ou des événements qui auraient pu se dérouler depuis l'audition d'un organisme.

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

### **Engagements financiers**

JD, 1<sup>er</sup> octobre 1986, pp. CBA-1237-1238 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors d'une séance de vérification des engagements financiers, la commission analyse un engagement concernant une firme de publicité. Un député de l'Opposition désire savoir du ministre le nom des personnes qui effectuaient auparavant le travail maintenant accompli par la firme de publicité.

### **Question**

La question du député de l'Opposition est-elle conforme à la règle de la pertinence?

### **Décision**

Lors de la vérification des engagements financiers, la règle de la pertinence doit être interprétée largement au profit du député. En conséquence, la question du député de l'Opposition est recevable puisqu'il existe un lien, si petit soit-il, avec l'engagement financier vérifié par la commission.

### **Décisions similaires**

JD, 28 octobre 1986, pp. CAS-566-567 (Guy Bélanger)

JD, 29 octobre 1986, pp. CBA-1408-1409 (Jean-Guy Lemieux)

## **ARTICLE 211 - RÈGLE DE LA PERTINENCE**

### **Étude de la politique budgétaire**

JD, 7 octobre 1986, pp. CBA-1274-1275 (Maximilien Polak)

#### **Contexte**

Lors de l'étude de la politique budgétaire du gouvernement, un député désire interroger le ministre des Finances sur la possibilité de tenir des consultations particulières au sujet de la privatisation des sociétés d'État.

#### **Décision**

Cette question ne respecte pas la règle de la pertinence et va à l'encontre du mandat de la commission. La proposition à l'effet de tenir des consultations particulières devra être soumise lors d'une séance de travail.

## **ARTICLE 212 - EXPLICATION SUR UN DISCOURS**

Fait qui concerne un collègue absent;  
question de fait personnel (art. 73)

JD, 12 juin 1986, p. CAPA-532 à 536 (Jacques Tremblay).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition accuse le ministre de déformer les propos d'un collègue absent.

### **Question**

Est-ce qu'un député peut donner des explications sur un fait qui concerne un de ses collègues absent en commission?

### **Décision**

L'article 73 s'applique uniquement en Chambre. Quant à l'article 212, il s'applique en commission, mais seul le député dont les propos ont été déformés peut donner des explications sur son discours.

## **ARTICLE 214 - DÉPÔT D'UN DOCUMENT CITÉ**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Motion préliminaire; dépôt de  
documents en commission, p. COM-244/13

## **ARTICLE 214 - DÉPÔT D'UN DOCUMENT CITÉ**

Possibilité du ministre de refuser

JD, 24 avril 1986, p. CAS-160 (Guy Bélanger)

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits, un député de l'Opposition demande à la ministre de déposer la lettre d'un organisme qu'elle a citée en partie.

### **Question**

En commission parlementaire, un ministre est-il tenu de déposer un document cité?

### **Décision**

En vertu de ses prérogatives et du règlement, un ministre peut refuser de déposer un document.

## **ARTICLE 214 - DÉPÔT D'UN DOCUMENT CITÉ**

Notes personnelles; cahier préparé par un  
ministère

JD, 27 janvier 1987, pp. CBA-1605 à 1607 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, une députée de l'Opposition désire obtenir le cahier de notes personnelles du ministre préparé par le ministère.

### **Question**

Ce document peut-il faire l'objet d'un dépôt?

### **Décision**

Le président ne peut obliger un ministre ou un député à déposer un document préparé par un ministère. Le président n'a aucune autorité pour demander la production d'un document qui peut être considéré comme étant des notes personnelles.

## **ARTICLE 227 - INTERVENTION PENDANT UN VOIE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 44

SUSPENSION DES TRAVAUX

Suspension pendant un vote; rappel au règlement,  
p. COM-44/1



## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 2

FONCTIONS DU PRÉSIDENT

Interprétation du droit;

recevabilité d'un amendement, pp. COM-2/1 et 2/2

COMMISSIONS - ARTICLE 185

MOTIONS IDENTIQUES

Recevabilité, pp. COM-185/1 à 185/3

COMMISSIONS - ARTICLE 197

MOTION D'AMENDEMENT

Recevabilité; principe de la

motion de fond; retrait de la

motion (art. 196), pp. COM-197/1 à 197/3

COMMISSIONS - ARTICLE 211

RÈGLE DE LA PERTINENCE

Étude détaillée d'un projet

de loi; remarques préliminaires, pp. COM-211/1 et 211/3

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

### **Recevabilité d'une motion**

JD, 6 décembre 1984, p. CE-467 (Luc Tremblay).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la motion suivante est proposée: "Que cette commission exprime l'avis que le ministre devrait reconsidérer sa décision de maintenir l'âge d'admission à l'école au 1<sup>er</sup> octobre d'une année".

### **Question**

Considérant le mandat dévolu à la commission, cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion est irrecevable puisqu'elle n'a aucun rapport avec le mandat de la commission, qui est de procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi. Seul est recevable un amendement à l'article qu'étudie la commission.

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

### **Recevabilité d'une motion**

JD, 5 février 1985, pp. CET-910 à 912 (Jacques Beauséjour).

### **Contexte**

Lors de l'étude d'un article d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose une motion visant à exiger d'un organisme public qu'il cesse toute publicité relative à un projet de loi qui n'a pas encore été adopté par l'Assemblée.

### **Question**

Cette motion peut-elle être reçue alors que la commission étudie un article précis du projet de loi?

### **Décision**

Cette motion est irrecevable puisqu'elle n'est pas reliée à l'article du projet de loi présentement étudié. Il s'agit là d'une motion qui aurait bien pu être présentée lors des remarques générales, avant d'aborder l'étude détaillée en commission.

### **Décision similaire**

JD, 5 mars 1987, p. CBA-1901 (Jean-Guy Lemieux)

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Recevabilité d'un amendement visant à biffer des articles

JD, 13 juin 1965, pp. CBA-1276 à 1281 (Claude Lachance)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant propose un amendement visant à biffer trois articles du projet de loi.

### **Question**

Peut-on, par le biais d'un amendement, proposer de biffer des articles d'un projet de loi?

### **Décision**

Une motion d'amendement ne visant qu'à supprimer un article est irrecevable. Il suffit de voter contre l'article en question.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 56

### **Décision citée**

JD, 3 décembre 1975, pp. 2355-2356 (Jean-Noël Lavoie)

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., no 773, p. 238

## Décision similaire

JD, 15 décembre 1986, p. CAF-2231 (Jacques Rochefort)

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Consultation particulière; convocation d'un ministre (art. 164)

JD, 11 février 1986, pp. CBA-30 à 35 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Lors de l'étude d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose d'entendre le ministre des Finances et le Premier ministre, conformément à l'article 244. La commission a déjà rejeté une motion similaire qui proposait d'entendre le ministre et le Premier ministre, conformément à l'article 164.

### **Question**

La motion du député de l'Opposition est-elle recevable? En vertu de quel article du règlement est-il possible de proposer d'entendre un ministre lors de l'étude détaillée d'un projet de loi?

### **Décision**

La motion du député de l'Opposition est irrecevable, car elle est identique quant au fond à une motion déjà étudiée par la commission. Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, si la commission désire entendre un ministre, la motion doit être proposée conformément à l'article 244, l'article 164 n'étant qu'une modalité d'application.

### **Décision similaire**

JD, 14 avril 1987, pp. CET-2965 à 2968 (Gilles Baril)

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

### **Adoption des articles**

JD, 12 février 1986, pp. CBA-114-115 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député propose d'adopter chacun des paragraphes d'un article.

### **Décision**

La commission étudie chacun des paragraphes et alinéas d'un article d'un projet de loi, mais cet article doit être mis aux voix uniquement lorsque tous ces paragraphes et alinéas ont été étudiés.

### **Décision similaire**

JD, 3 juin 1986, pp. CC-738-739 (Claude Trudel).

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Recevabilité d'un amendement; respect de l'objet du projet de loi

JD, 13 mai 1986, pp. CE-272 à 276, CE-281-282 (Marcel Parent)

### **Contexte**

Lors de l'étude du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, le ministre de l'Éducation propose un amendement concernant le statut professionnel et les conditions de travail des professionnels non enseignants. Ce projet de loi ne contient aucune disposition ayant trait à ces sujets.

### **Question**

L'amendement proposé par le ministre de l'Éducation est-il recevable?

### **Décision**

Les amendements à un projet de loi doivent se rapporter à son objet. Étant donné que le projet de loi ne fait pas mention du statut professionnel et des conditions de travail des employés, l'amendement proposé par le ministre de l'Éducation est irrecevable.

### **Décisions similaires**

JD, 17 décembre 1986, pp. CE-1779 à 1781 (Marcel Parent)  
JD, 11 juin 1987, pp. CAE-4128 à 4130 (Jean-Guy St-Roch)  
(Doctrines invoquées: Beauchesne, 5e éd., no 773, p. 238)  
JD, 11 juin 1987, pp. CBA-2612-2613 (Jean-Pierre Belisle)  
JD, 16 juin 1987, pp. CBA-2727 à 2733; 2745-2746  
(Gilles Baril)



## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Recevabilité d'un amendement; modification par anticipation d'un article

JD, 3 juin 1986, pp. CC-710 à 712; CC-720-721 (Claude Trudel).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose, par le biais d'un amendement, d'insérer un nouvel article qui, s'il était adopté, viendrait contredire un article du projet de loi dont la commission n'a pas encore pris connaissance.

### **Question**

Cette motion d'amendement est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle modifie par anticipation un article du projet de loi qui n'a pas encore été étudié par la commission.

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Amendement; sous-amendement (art. 200);  
temps de parole (art. 209 et 245)

JD, 3 juin 1986, pp. CC-718 à 720 (Claude Trudel).`

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition fait part à la commission de son intention de proposer un amendement à l'article 1 du projet de loi. Le président l'informe qu'il a épuisé son temps de parole sur cet article et que, par conséquent, il ne peut présenter d'amendement.

### **Question**

Lors de l'étude d'un article d'un projet de loi, le règlement permet-il aux membres de la commission de proposer un amendement à cet article, même lorsque leur temps de parole sur cet article est écoulé? Qu'en est-il des sous-amendements?

### **Décision**

Bien que le droit d'amendement existe tant qu'une commission ne s'est pas prononcée définitivement sur une motion, il n'en demeure pas moins que pour proposer un amendement, un membre doit avoir le droit de parler sur cette motion. S'il a déjà épuisé son temps de parole sur la motion qu'il désire amender, il ne peut demander la parole de nouveau pour proposer un tel amendement.

Un membre de la commission peut également proposer de sous-amender un amendement s'il dispose d'un droit de parole sur l'amendement, et ce même s'il a épuisé son temps de parole sur la motion originale.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 170.

### **Décision citée**

JL, 29 mai 1986, pp. CC-613 à 614 (Claude Trudel).

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., n<sup>o</sup> 304, p. 100;

Beauchesne, 1927, p. 106;

Blackmore, Décisions rendues à la Chambre des communes  
australienne de 1857 à 1887, p. 12.

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Consultation particulière; motion préliminaire;  
temps de parole (art. 209 et 245)

JD, 10 juin 1986, p. CE-475 (Michel Bissonnet).

### **Question**

Lorsqu'une commission étudie en détail un projet de loi, quelle est la durée des temps de parole lors des débats portant sur une motion préliminaire? Ces temps de parole peuvent-ils être scindés?

### **Décision**

Lors des débats se rapportant à une motion préliminaire, les temps de parole sont prévus à l'article 209 et non à l'article 245, qui s'applique uniquement lors de l'étude des articles du projet de loi. Puisque les motions préliminaires sont des motions de forme, le député qui présente la motion et le représentant de l'autre formation politique disposent de trente minutes. Les autres membres peuvent s'exprimer pendant dix minutes. Comme le précise l'article 209, le député peut s'exprimer une seule fois sur une même question.

### **Décision similaire**

JD, 12 juin 1986, p. CAPA-503-504 et 510 (Jacques Tremblay).

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Recevabilité d'une motion proposant  
d'entreprendre l'étude de l'article 1

JD, 11 juin 1986, pp. CE-504 à 508 (Robert Thérien).

### **Contexte**

Après trois séances de débat, la Commission de l'éducation en est toujours à l'étape de l'étude de motions préliminaires. Un député ministériel propose la motion suivante: "Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi".

### **Question**

Une motion proposant de passer à l'étude détaillée de l'article 1 est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion est recevable et ne vise pas à clore le débat, mais propose plutôt de passer à une autre étape de l'étude détaillée du projet de loi. Il appartient aux membres qui s'opposent à cette motion de convaincre leurs collègues qu'il n'est pas opportun de commencer immédiatement l'étude de l'article 1. Considérant que l'Opposition a eu l'occasion de présenter plusieurs motions préliminaires, la motion du député ministériel proposant de passer à une autre étape est recevable.

### **Décision citée**

JD, 5 décembre 1984, pp. CE-412-413 (Luc Tremblay).

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Motion préliminaire; étude du titre du projet de loi

JD, 11 juin 1986, pp. CE-519 à 524 (Robert Thérien).

### **Contexte**

La Commission de l'éducation, dans le cadre de l'étude détaillée d'un projet de loi, débat de la motion suivante: "Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi". Un député de l'Opposition propose d'amender cette motion de façon à permettre à la commission de débiter par l'étude du titre du projet de loi.

### **Question**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, une motion peut-elle proposer d'étudier en premier lieu le titre du projet de loi?

### **Décision**

La commission ne peut étudier en premier lieu le titre d'un projet de loi. Cette étape doit venir à la fin de l'étude des articles du projet de loi. Si des amendements sont adoptés lors de l'étude des articles, il est possible que ces amendements aient pour effet d'amener des modifications au titre du projet de loi. De plus, la coutume veut que le titre soit étudié et adopté à la fin de l'étude détaillée des articles.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 564(7).

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Motion préliminaire; étude de la possibilité d'inclure un préambule; recevabilité d'un amendement

JD, 11 juin 1986, pp. CE-527 à 530 (Robert Thérien).

### **Contexte**

La Commission de l'éducation, dans le cadre de l'étude détaillée d'un projet de loi, débat de la motion suivante: "Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi". Un député de l'Opposition propose d'amender cette motion de façon à permettre à la commission d'étudier l'opportunité d'intégrer un préambule au projet de loi.

### **Question**

Cette motion d'amendement est-elle recevable?

### **Décision**

En vertu de l'article 197, les amendements doivent concerner le même sujet que la motion et ne peuvent aller à l'encontre de son principe. L'amendement proposé par le député de l'Opposition est recevable, car il ne va pas à l'encontre du principe de la motion principale et il ne vise qu'à remplacer des mots.

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Motion préliminaire; dépôt de documents

JD, 16 juin 1986, p. CAS-419 (Guy Bélanger)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose une motion visant à ce que la ministre dépose devant la commission les règlements découlant d'une disposition du projet de loi sous étude.

### **Question**

Cette motion préliminaire est-elle recevable?

### **Décision**

La motion est irrecevable puisqu'il apparaît difficile de demander des règlements qui découlent d'un projet de loi qui n'est pas encore adopté. Les règlements n'ont aucune valeur tant que la loi n'est pas adoptée et l'on présume que la ministre n'exercera son pouvoir de réglementation qu'une fois la loi adoptée.



## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Séquence des remarques préliminaires et motions préliminaires; distinction entre remarques préliminaires et débat sur le principe (article 247)

JD, 2 décembre 1986, pp. CET-1149 à 1156  
(Jean-Pierre Charbonneau)

### **Contexte**

A la fin de ses remarques préliminaires, un député de l'Opposition propose une motion visant à procéder à des consultations particulières. Certains députés n'ont pas encore fait leurs remarques préliminaires.

### **Questions**

- 1- Lorsqu'un député propose une motion préliminaire, est-il possible par la suite de reprendre l'étape des remarques préliminaires?
- 2- Quelle différence y a-t-il entre les remarques préliminaires et le débat prévu à l'article 247 du règlement?

### **Décision**

- 1- Selon la coutume, le processus d'étude détaillée débute d'abord par des remarques préliminaires et se continue par la suite par des motions préliminaires et finalement, par l'étude article par article. Le fait d'étudier une motion préliminaire signifie donc que l'étape des remarques préliminaires est terminée. Pour revenir à cette étape, la commission devrait adopter une motion de retrait conformément à l'article 195.

- 2- Il ne faut pas confondre l'article 247 et les remarques préliminaires. L'article 247 stipule que lorsque le principe d'un projet de loi a été adopté sans débat en Chambre, les membres de la commission peuvent s'exprimer sur son principe et sa teneur générale au début des travaux ayant trait à l'étude détaillée. Dans le cas présent, il y a eu débat en Chambre sur le principe du projet de loi donc l'article 247 ne s'applique pas. Il peut cependant y avoir des remarques préliminaires qui portent non pas sur le principe et la teneur générale du projet de loi mais bien sur les détails de ce dernier.

### **Articles de règlements cités**

RAN, art. 180, 195 et 247

### **Décisions similaires**

JD, 8 décembre 1986, pp. CET-1539 à 1546 (Madeleine Bélanger)

JD, 17 février 1987, p. CAPA-1204 (Gilles Baril)

JD, 19 mars 1987, pp. CBA-1974 à 1979 (Michel Bissonnet)

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Séquence des remarques préliminaires et des  
motions préliminaires; droit de parole

JD, 8 décembre 1986, pp. CET-1539 à 1546 (Madeleine Bélanger)

### **Contexte**

Alors que l'étape des remarques préliminaires est terminée, un député de l'Opposition désire proposer une motion préliminaire. Un ministre s'y oppose prétendant que le député de l'Opposition a épuisé son temps de parole sur les remarques préliminaires et qu'en conséquence, il ne peut plus prendre la parole pour proposer une motion préliminaire.

### **Question**

Les motions préliminaires doivent-elles être proposées alors qu'un député dispose encore d'un droit de parole pour les remarques préliminaires?

### **Décision**

L'étape des motions préliminaires suit celle des remarques préliminaires. Il s'agit de deux étapes distinctes. En conséquence, même si un député a épuisé son temps de parole pour les remarques préliminaires, il peut proposer une motion préliminaire lorsque la commission arrive à cette étape.

### **Décision citée**

JD, 9 juin 1986, pp. CE-364-365 (Michel Bissonnet)

JD, 19 mars 1987, pp. CBA-1974 à 1979 (Michel Bissonnet)

### **Décision similaire**

JD, 2 décembre 1986, pp. CET-1149 à 1156  
(Jean-Pierre Charbonneau)

COM-244/15

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Motion préliminaire; préambule

JD, 9 décembre 1986, pp. CAPA-1022 à 1024 (Maurice Richard)

### **Contexte**

Avant d'entreprendre l'étude de l'article 1, un député de l'Opposition propose d'ajouter un préambule au projet de loi public.

### **Question**

Cette motion préliminaire est-elle recevable?

### **Décision**

Cette motion est irrecevable. Lorsqu'un projet de loi public contient un préambule, ce dernier doit être étudié après que tous les articles du projet de loi l'ont été et avant l'étude du titre. D'autre part, une motion proposant de joindre un préambule à un projet de loi public qui n'en contenait pas à l'origine est irrecevable.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 564

### **Doctrines invoquées**

Bauchesne, 5e éd., no 765 et 779, pp. 236 et 249  
May, 20e éd., p. 564

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Consultation particulière; motion identique

JD, 12 décembre 1986, p. CAS-351 (Guy Bélanger)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose d'entendre un organisme "régional", conformément à l'article 244. Un député ministériel soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif que l'organisme régional proposé fait partie du regroupement d'organismes que la commission a refusé d'entendre quelques minutes auparavant. Il prétend que le refus d'entendre le regroupement d'organismes inclut le refus d'entendre chacun des organismes qui le composent.

### **Question**

Cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Conformément à l'article 170, une commission peut solliciter l'opinion de personnes ou d'organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine qu'elle examine. L'organisme régional proposé, bien que faisant partie du regroupement d'organismes, est une entité distincte et autonome qui possède une expérience particulière. Par conséquent, la motion est recevable.

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Consultation particulière; convocation d'un ministre

JD, 14 avril 1987, pp. COT-2965 à 2969 (Gilles Baril)

### **Contexte**

Alors que la Commission a déjà étudié plusieurs articles d'un projet de loi, un député de l'Opposition propose de convoquer un ministre en vertu de l'article 164 afin de l'entendre sur des amendements que vient de proposer le ministre parrain du projet de loi.

### **Question**

Cette motion est-elle recevable?

### **Décision**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut procéder à des consultations particulières en vertu de l'article 244 et non pas en vertu de l'article 164 qui ne constitue qu'une modalité d'application. Puisque la commission a déjà étudié plusieurs articles du projet de loi, il n'est donc plus possible de proposer une motion visant à tenir une consultation particulière. L'article 244 prévoit en effet que ce type de motion doit être fait avant que la commission ne débute l'étude des articles du projet de loi.

### **Décision citée**

JD, 11 février 1986, pp. CBA-30 à 35 (Jean-Guy Lemieux)

### **Décision similaire**

JD, 5 mai 1987, pp. CAE-3113-3114 (Jean-Guy St-Roch)

## **ARTICLE 244 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

### **Recevabilité des amendements**

JD, 14 avril 1987, pp. CET-3001 à 3007 (Lawrence Cannon)

#### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition conteste la recevabilité de plusieurs amendements proposés par le ministre. Ces amendements visent à modifier une loi autre que celle étudiée par la commission.

#### **Question**

Selon quels critères le président doit-il juger la recevabilité des amendements?

#### **Décision**

Le président entend juger la recevabilité des amendements selon les critères suivants:

- en vertu de l'article 244, les amendements doivent, dans tous les cas, se rapporter à l'objet du projet de loi et être conforme à son sujet et à la fin qu'il vise;
- les amendements qui visent à ajouter des dispositions de concordance sont recevables;
- un amendement ne doit pas viser à corriger des erreurs d'écriture qui se seraient glissées dans une loi qui ne fait pas l'objet de l'étude de la Commission;
- le président ne peut juger de la légalité d'un amendement eu égard à sa rétroactivité. Il s'agit d'une question de droit que le président n'a pas à trancher.

## **ARTICLE 245 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI - TEMPS DE PAROLE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244  
ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI  
Consultation particulière; motion  
préliminaire; temps de parole (art. 209 et 245),  
p. COM-244/9

Amendement; sous-amendement (art. 200);  
temps de parole (art. 209 et 245) p. COM-244/8.1



## **ARTICLE 245 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI; TEMPS DE PAROLE**

Annexes d'un projet de loi

JD, 23 mars 1987, pp. CBA-2048 à 2053 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi proposé par le ministre des Finances et ne contenant que trois articles, un député de l'Opposition désire connaître le temps de parole dont il disposera pour l'étude de chacune des annexes. L'annexe 1 du projet de loi contient la liste par ministère des dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 à pourvoir en crédits par le projet de loi. L'annexe 2 prévoit quant à elle la liste des dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 pourvues en crédits selon les dispositions de lois particulières.

### **Question**

Les annexes du projet de loi constituant la partie substantielle du projet de loi, quels devraient être les temps de parole octroyés pour l'étude de ces annexes?

### **Décision**

Le président décide que chaque paragraphe de l'annexe pourra faire l'objet d'un droit de parole de vingt minutes, un paragraphe étant constitué de tous les programmes regroupés sous un ministère.

Même si l'article 245 ne précise pas les temps de parole relatifs aux annexes, il faut conclure que ces dernières se rattachent au projet de loi. Dans le cadre du respect du contrôle parlementaire, le président doit donc favoriser le débat.

### **Article de règlement cité**

Geoffrion, art. 564, note 6

### **Doctrine citée**

Beauchesne, 5e éd., no 777, p. 240

### **Loi citée**

Loi d'interprétation, L.R.Q., c. I-16, art. 41

## **ARTICLE 246 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Temps de parole de l'adjoint parlementaire

JD, 13 février 1986, pp. CBA-149-150;

JD, 18 février 1986, pp. CBA-219 à 221 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'Opposition s'oppose à ce que l'adjoint parlementaire du ministre puisse utiliser un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention, puisque l'article 245 réserve ce temps de parole au ministre seulement.

### **Question**

L'adjoint parlementaire peut-il utiliser les temps de parole que l'article 246 alloue au ministre?

### **Décision**

Seul le ministre peut utiliser les temps de parole prévus à l'article 246. Ces temps de parole ne peuvent être transférés à l'adjoint parlementaire. Si l'adjoint parlementaire désire s'exprimer, il doit le faire sur son propre temps de parole et conformément à l'article 245.

### **Loi citée**

Loi sur l'Assemblée nationale, art. 25.

## **ARTICLE 246 - ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Temps de parole du ministre; motions  
préliminaires

JD, 9 juin 1986, p. CBA-1053 (Jean-Guy Lemieux).

### **Question**

Lorsque la commission étudie des motions préliminaires, est-ce que le ministre dispose d'un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention?

### **Décision**

L'article 246 stipule que lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre dispose de cinq minutes après chaque intervention. Ce temps de parole ne vaut cependant que pour l'étude détaillée des articles du projet de loi et ne peut être utilisé lors de l'étude de motions préliminaires.

## **ARTICLE 247 - DISCUSSION SUR LE PRINCIPE D'UN PROJET DE LOI**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 244

ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI

Séquence des remarques préliminaires et motions

préliminaires; distinction entre remarques

préliminaires et débat sur le principe (article 247),

p. COM-244/15

## **ARTICLE 267 - PROJET DE LOI PRIVÉ - CONSULTATION PARTICULIÈRE**

Audition d'un organisme non inscrit au registre du directeur de la législation (RF, art. 39 et 40)

JD, 26 mars 1986, p. CBA-508 (Jean-Guy Lennieux)

### **Contexte**

Lors de consultations particulières portant sur un projet de loi d'intérêt privé, un député désire entendre un organisme présent qui n'a pas fait part au directeur de la législation de son intention d'intervenir sur ce projet de loi.

### **Question**

Un organisme peut-il se faire entendre même s'il n'est pas inscrit au registre du directeur de la législation?

### **Décision**

L'article 39 des règles de fonctionnement stipule que le directeur de la législation tient un registre de ceux qui lui ont fait part de motifs pour intervenir sur un projet de loi d'intérêt privé. Les règles de fonctionnement ne peuvent cependant pas restreindre la portée des articles du règlement. Selon l'article 267 du règlement, la commission entend les personnes intéressées par un projet de loi d'intérêt privé, et il n'est pas nécessaire que ces personnes soient inscrites au registre du directeur de la législation.

## **ARTICLE 267 - ÉTUDE D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ**

Participation des promoteurs; motion  
d'amendement; retrait d'articles

JD, 29 mai 1986, pp. CBA-905-906 (Jean-Guy Lemieux).

### **Contexte**

Au début des travaux d'une commission, le président établit les règles concernant la participation des promoteurs d'un projet de loi d'intérêt privé aux travaux de la commission.

### **Décision**

Puisque l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé affecte les droits de son promoteur, celui-ci est habilité à soumettre à la commission les amendements qu'il désire y apporter, le cas échéant. Mais seul un membre de la commission peut formellement proposer une motion d'amendement.

Les membres de la commission doivent se prononcer pour ou contre les articles du projet de loi et ses amendements, s'il y a lieu. Il n'appartient pas aux membres de la commission de proposer le retrait d'un article du projet de loi, car ce dernier est la propriété de son promoteur. Celui-ci peut toujours retirer ou abandonner ce projet de loi ou une partie de celui-ci.

### **Décision similaire**

JD, 19 juin 1986, pp. CAE- (à venir).

## **ARTICLE 267 - ÉTUDE D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ**

Démission du parrain du projet de loi;  
conséquences sur les travaux de la commission

JD, 18 juin 1987, pp. CBA-2833 à 2837; 2847 (Maurice Richard)

### **Contexte**

Lors de la consultation particulière et de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, un député et un ministre s'interrogent sur les conséquences de la démission du député parrain du projet de loi et de la validité du remplacement de ce parrain par un autre député. L'avis de ce remplacement n'a pas été donné en Chambre mais par simple lettre transmise par le nouveau parrain à la Direction de la législation.

### **Question**

Est-ce que la démission du parrain d'un projet de loi d'intérêt privé affecte les travaux de la commission qui doit procéder à l'étude de ce projet de loi?

### **Décision**

La démission du parrain d'un projet de loi d'intérêt privé n'affecte pas le mandat de la commission qui est de procéder à des consultations particulières et à l'étude détaillée du projet de loi. De plus, il n'appartient pas au président de la commission de voir à ce qu'il y ait un remplacement du parrain. Seule la Chambre pourra poser un geste dans ce sens après que la commission aura exécuté son mandat.



## **ARTICLE 275 - ÉTUDE DU BUDGET EN COMMISSION**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 211

RÈGLE DE LA PERTINENCE

Étude de la politique budgétaire, p. COM-211/6

## **ARTICLE 275 - DÉBAT SUR LE DISCOURS DU BUDGET**

Commission du budget et de l'administration;  
pertinence d'un discours

JD, 5 juin 1984, p. CBA-207 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget en commission parlementaire, un député ministériel discute de la période s'étendant entre 1970 et 1976.

### **Question**

Lors du débat sur le discours du budget en commission, un député doit-il se limiter à poser des questions au ministre des Finances?

### **Décision**

Les interventions des membres peuvent être d'ordre général et porter sur n'importe quel sujet, et il n'est pas nécessaire qu'elles fassent l'objet de questions au ministre des Finances.

## **ARTICLE 275 - ÉTUDE DU BUDGET EN COMMISSION**

### **Temps de parole**

JD, 13 mai 1986, pp. CBA-783 à 785 (Jean-Guy Lemieux).

### **Question**

Le règlement étant muet quant aux temps de parole applicables lors de l'étude du budget à la Commission du budget et de l'administration, de quelle façon doit-on établir ces temps de parole?

### **Décision**

Se référant à une décision de la Commission de l'Assemblée nationale rendue le 23 mai 1984 ainsi qu'à une décision rendue le 1<sup>er</sup> mai 1985 par le président de la Commission du budget et de l'administration, le président établit les temps de parole de la façon suivante: le ministre des Finances et le porte-parole de l'Opposition interviendront les premiers, et chacun aura un temps de parole de vingt minutes; par la suite, les membres disposeront chacun d'une période de dix minutes, qu'ils pourront utiliser en une ou plusieurs interventions pouvant prendre la forme de questions ou de commentaires; le ministre des Finances disposera de dix minutes pour commenter chacune de ces interventions. De plus, le président appliquera, dans la mesure du possible, la règle de l'alternance.

### **Décision similaire**

JD, 19 mai 1987, p. CBA-2272-2273 (Jean-Guy Lemieux)

## **ARTICLE 284 - ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION**

### **Règle de l'alternance**

JD, 5 avril 1984, pp. CBA-34 à 37;

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-67-68 (Claude Lachance).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits, le président éprouve certaines difficultés lors de l'attribution des temps de parole, les députés invoquant la règle de l'alternance.

### **Question**

Le président est-il tenu de respecter la règle de l'alternance lors de l'étude des crédits en commission?

### **Décision**

La tradition parlementaire reconnaît le principe de l'alternance entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre, mais cette tradition ne s'applique pas nécessairement en toutes circonstances et le choix d'accorder la parole à tel ou tel député relève de l'entière discrétion du président, qui devra néanmoins distribuer les droits de parole en toute équité.

L'article 33 du règlement, qui s'applique aux travaux des commissions en raison de l'article 154, prévoit que le député qui désire faire une intervention doit se lever et demander la parole au président. Si deux ou plusieurs membres demandent la parole en même temps, celle-ci reviendra au député que le président a vu en premier ou pourra être accordée selon l'alternance.

Tout en veillant soigneusement à ce que chacun puisse exprimer son point de vue, le président rappelle que lors de l'étude des crédits, il n'y a pas de débats contradictoires et qu'en conséquence une application stricte de la règle de l'alternance semble difficile.

### **Articles de règlement cités**

RAN 1972-1984, art. 169, 301 et 311

### **Décisions citées**

JD, 26 novembre 1974, p. 2955 (Jean-Noël Lavoie)

JD, 24 octobre 1979, p. 3121 (Clément Richard)

### **Doctrine invoquée**

Beauchesne, 5<sup>e</sup> éd., no 301, p. 99;

May, 20<sup>e</sup> éd., p. 419

### **Décisions similaires**

JD, 3 juin 1987, pp. CBA-2502-2503;

JD, 4 juin 1987, pp. CBA-2519 et 2559 (Jean-Guy Lemieux)

## **ARTICLE 284 - ÉTUDE DES CRÉDITS**

Temps de parole; entente préalable entre les leaders

JD, 22 avril 1986, p. CAS-52 (Guy Bélanger).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits, un député de l'Opposition demande au Président s'il entend respecter la tradition et l'entente intervenue entre les leaders concernant la répartition du temps de parole et accordant 90 % du temps aux membres de l'Opposition.

### **Question**

Une commission parlementaire est-elle liée par une entente préalable entre les leaders?

### **Décision**

La commission parlementaire est souveraine et, en l'absence du consentement unanime de ses membres, elle ne peut être liée par une entente préalable entre les leaders portant sur la répartition du temps de parole en commission parlementaire.

## **ARTICLE 285 - ÉTUDE DES CRÉDITS**

Modalités; période de temps consacrée à l'étude des crédits d'un ministère

JD, 27 mai 1987, pp. CE-1924 à 1926 (Marcel Parent)

### **Contexte**

Suite à une entente conclue entre les leaders en vertu de l'article 285, une enveloppe de temps de neuf heures est prévue pour l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. Au terme de cette étude, une députée de l'Opposition requiert un consentement pour poursuivre les travaux.

### **Question**

La Commission peut-elle consacrer plus de neuf heures à l'étude des crédits du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science?

### **Décision**

Même si tous les membres y consentent, le président ne peut permettre que l'enveloppe de temps de neuf heures soit dépassée. Il est possible de changer la programmation et de permettre la poursuite des travaux au-delà des heures prévues en autant que l'enveloppe de temps prévue pour l'étude des crédits d'un ministère soit respectée.

## **ARTICLE 287 - ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 165

MOTION D'AJOURNEMENT DES TRAVAUX

Étude des crédits; droit de parole du ministre,

p. COM-165/1



## **ARTICLE 287 - ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION**

Intervention d'un fonctionnaire au nom du ministre

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-117 à 119 (Daniel Johnson).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits d'un ministère, un député de l'Opposition interroge longuement le sous-ministre.

### **Question**

Est-il possible de soumettre un fonctionnaire à un interrogatoire serré lors de l'étude des crédits?

### **Décision**

Lors de l'étude des crédits en commission, les fonctionnaires peuvent être autorisés à prendre la parole, mais uniquement lorsqu'on discute d'une question d'ordre technique ou administratif.

## **ARTICLE 287 - ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION**

Intervention d'un fonctionnaire au nom d'un ministre

JD, 6 avril 1984, p. CET-163;

JD, 11 avril 1984, p. CET-286 (Louise Harel).

### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits d'un ministère, un député de l'Opposition s'adresse directement au sous-ministre.

### **Question**

Un député peut-il adresser ses questions à un fonctionnaire?

### **Décision**

La présidente rappelle au député de l'Opposition que les questions doivent s'adresser au ministre. Ce dernier peut cependant, à sa discrétion, autoriser son sous-ministre ou les fonctionnaires de son ministère à répondre pour lui.

### **Décision similaire**

JD, 28 mai 1987, p. CC-1066 (Claude Trudel)

## **ARTICLE 287 - ÉTUDE DES CRÉDITS**

### **Participation des fonctionnaires**

JD, 22 avril 1986, p. CE-54 (Marcel Parent).

#### **Contexte**

Lors de l'étude des crédits d'un ministère, le ministre désire que le sous-ministre adjoint puisse répondre à une question d'un député de l'Opposition.

#### **Question**

Un fonctionnaire peut-il répondre à une question adressée au ministre?

#### **Décision**

Si le ministre et tous les membres de la commission y consentent, un fonctionnaire peut répondre à une question adressée au ministre.

#### **Décisions similaires**

JD, 29 avril 1986, p. CBA-722 (Jean-Guy Lemieux).

JD, 2 juin 1987, p. CET-3244 (Lawrence Cannon)

## **ARTICLE 292 - ÉTUDE DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 211

RÈGLE DE LA PERTINENCE

Étude de la politique budgétaire, p. COM-211/6

## **ARTICLE 293 - ENGAGEMENTS FINANCIERS**

VOIR: COMMISSIONS - ARTICLE 211  
RÈGLE DE LA PERTINENCE  
Engagements financiers, p. COM-211/5

## **ARTICLE 294 - SURVEILLANCE D'UN ORGANISME PUBLIC**

JD, 30 octobre 1984, pp. CC-1 et 2 (Richard French).

### **Contexte**

Avant d'entamer les travaux relatifs à la surveillance d'un organisme public, le président de la commission fait le rappel suivant.

### **Décision**

L'article 294 permet à une commission parlementaire d'examiner ce qui se passe au sein d'un organisme public sans préciser la façon dont les parlementaires doivent aborder cet examen.

Les dirigeants d'organismes publics comparaissent devant les parlementaires en l'absence du ministre responsable de l'organisme devant l'Assemblée nationale. Cependant, les parlementaires doivent tenir compte de certaines particularités lorsqu'ils abordent la surveillance d'un organisme public. En effet, les régisseurs, les présidents, les directeurs généraux de ces organismes ne sont pas tous dans la même situation juridique. Ils n'ont pas tous la même liberté d'action, la même liberté au cabinet de leur ministre, le même contexte parlementaire, le même genre de conseil de direction ou les mêmes conditions concurrentielles.

Ainsi, lors de l'examen des activités d'un organisme public en commission parlementaire, les membres de la commission doivent tenir compte des faits suivants: le ministre responsable de l'organisme est présent lors des auditions de la commission, le statut du dirigeant d'organisme, son indépendance, ses responsabilités quant aux décisions politiques et pratiques de l'organisme.

## **ARTICLE 301 - INTERPELLATION**

### **Temps de parole**

JD, 23 mars 1984, p. OET-8 (Pierre Fortier).

### **Décision**

Lors d'une interpellation, le président rappelle que si un député n'utilise pas les cinq minutes qui lui sont allouées, le temps non utilisé est perdu et ne peut être reporté.

## **ARTICLE 302 - INTERPELLATION**

Réplique de l'interpellant; transfert du temps de parole

JD, 23 mai 1986, p. CBA-90 (Jean-Guy Lemieux)

### **Contexte**

Lors d'une interpellation, un député autre que l'interpellant utilise le droit de réplique.

### **Question**

L'article 302 prévoyant que l'interpellant dispose d'un droit de réplique de dix minutes, est-il possible de transférer ce droit de réplique à un autre député?

### **Décision**

En vertu de l'article 41 de la Loi d'interprétation, un statut doit recevoir une interprétation large, libérale, qui assure son esprit et sa fin. En ce sens, l'interpellant peut céder son droit de réplique à un autre député.



## DIVERS - TÉMOIN

Interrogation d'un témoin au sujet d'un document non déposé

JD, 10 octobre 1984, pp. CI-123 à 133 (Jean-Claude Rivest).

### Contexte

Lors d'une consultation particulière portant sur le rapport de la Commission de la représentation sur la réforme du mode de scrutin, un député de l'Opposition fait référence à un document qui retranscrit une conversation privée entre le Directeur général des élections et un de ses employés. Le document ne fait l'objet d'aucun dépôt.

### Question

Est-il possible d'interroger un témoin sur le contenu d'un document qui n'a pas fait l'objet d'un dépôt devant la commission?

### Décision

Il est possible d'invoquer un document de quelque nature qu'il soit même si ce dernier n'est pas déposé en commission. Les questions formulées à partir de ce document doivent cependant se rapporter au mandat de la commission.

Les privilèges de la liberté de parole et d'action permettent à un député d'interroger un témoin à partir d'un document, de quelque nature qu'il soit. Ainsi il est de pratique courante de faire référence à des notes personnelles, à un éditorial ou à tout autre écrit sans qu'il y ait eu dépôt formel, ce dernier n'ayant pour but que de conserver un document dans les archives de la commission.

### Loi citée

Loi sur l'Assemblée nationale, art. 55(3) (4).

## **DIVERS - TÉMOIN**

Assementation (article 52, LAN)

JD, 10 octobre 1984, p. CAPA-33 (Yvon Vallières).

### **Contexte**

Au début d'une consultation particulière, un député de l'Opposition demande que tous les témoins soient assermentés, comme le prévoit l'article 52 de la Loi sur l'Assemblée nationale.

### **Question**

Un député ministériel demande s'il est nécessaire d'assermenter tous les témoins.

### **Décision**

L'article 52 de la Loi sur l'Assemblée nationale est précis et ne porte pas à interprétation. Tout député peut demander que les témoins soient assermentés.

### **Décision similaire**

JD, 29 mai 1986, pp. CBA-911-912 (Jean-Guy Lemieux).

## **DIVERS -- CAMERAMAN**

JD, 11 octobre 1984, p. CAPA-172 (Yvon Vallières).

### **Contexte**

Lors de son témoignage, le président de l'Office du crédit agricole doit subir des prises de vue continuelles de la part des cameramen.

### **Question**

Les cameramen peuvent-ils filmer l'ensemble des travaux de la commission?

### **Décision**

Lorsque les travaux ne sont pas télévisés, une permission est accordée aux médias afin de leur permettre de prendre des parties de film ou des séquences au début de la séance. Il faut permettre au témoin de s'exprimer dans la plus grande liberté et la plus grande aisance. En conséquence, les cameramen ne peuvent filmer l'ensemble des travaux de la commission.

### **Décision similaire**

JD, 24 février 1987, p. CI-1295 (Claude Filion)

## **DIVERS - TÉMOIN**

Assermentation d'un ministre (article 52, LAN)

JD, 11 octobre 1984, pp. CAPA-212-213 (Yvon Vallières).

### **Contexte**

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ayant été appelé à la barre des témoins, un député de l'Opposition exige l'assermentation du ministre.

### **Question**

Lorsqu'un ministre témoigne devant une commission, est-il nécessaire de l'assembler puisqu'il a déjà prêté serment à titre de député et de ministre?

### **Décision**

En se basant sur un précédent établi le 2 juin 1983, le président demande au ministre s'il consent à jurer ou à déclarer solennellement qu'il dira toute la vérité et rien que la vérité.

### **Décision citée**

JD, 2 juin 1983, p. B-4322 (Jean-Pierre Jolivet).

## **DIVERS - CAMERAMAN**

JD, 6 juin 1985, p. CAE-1533 (Léopold Marquis).

### **Contexte**

Au début d'une consultation particulière portant sur un projet de loi, le président constate la présence dans la salle de cameramen.

### **Décision**

Selon la tradition parlementaire, il est permis de prendre des extraits télévisés, mais sans son.

## **DIVERS - ADJOINT PARLEMENTAIRE**

Fonctions; étude détaillée d'un projet de loi

JD, 16 juin 1986, pp. CAS-426-427 (Guy Bélanger).

### **Contexte**

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la ministre désire se faire remplacer par son adjoint parlementaire, ce à quoi s'opposent les députés de l'Opposition.

### **Question**

Un adjoint parlementaire peut-il remplacer un ministre lors de l'étude détaillée d'un projet de loi?

### **Décision**

L'adjoint parlementaire n'a pas pour fonction de remplacer le ministre en toutes circonstances. Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un adjoint parlementaire peut toujours représenter le ministre concerné, qui n'en demeure pas moins le parrain. Cependant, seul un ministre peut proposer une motion ayant une incidence financière au sens de l'article 192. De plus, seul le ministre peut exercer le droit de parole de cinq minutes prévu par l'article 246.

## INDEX

**INDEX**  
(Commissions)

**A**

**ADJOINT PARLEMENTAIRE** ..... COM-246/1; COM-D/6

**AJOURNEMENT DES TRAVAUX**

Étude des crédits, droit de  
parole du ministre ..... COM-165/1  
Fonctions du président ..... COM-138/1

**ALTERNANCE** (Règle de l') ..... COM-33/1;  
COM-284/1.1

**AMENDEMENT**

Contenu et recevabilité ..... COM-196/1; COM-197/1  
à 197/3

Voir aussi: Étude détaillée  
d'un projet de loi

**ANNEXE D'UN PROJET DE LOI**

Voir: Étude détaillée d'un projet de loi

**ASSERMENTATION D'UN TÉMOIN** ..... COM-D/2; COM-D/4



## B

### **BUDGET**

Voir: Débat sur le discours du budget

## C

**CAMERAMEN** ..... COM-D/3; COM-D/5

**CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS** ..... COM-176/1

### **CONSULTATION PARTICULIÈRE**

Convocation d'un ministre ..... COM-170/1

Liste des invités ..... COM-170/2

Modification à l'horaire ..... COM-144/1

Pertinence ..... COM-211/4

Temps de parole ..... COM-173/1

Voir aussi: Étude détaillée  
d'un projet de loi

### **CRÉDITS**

Voir: Étude des crédits  
en commission

D

## **DÉBAT SUR LE DISCOURS DU BUDGET**

Commission du budget et de l'administration .....	COM-275/1
Pertinence .....	COM-211/6
Temps de parole en commission .....	COM-275/2

## **DÉBAT SUR LE PRINCIPE D'UN**

<b>PROJET DE LOI</b> .....	COM-244/14.1
----------------------------	--------------

<b>DÉPÔT DE DOCUMENTS</b> .....	COM-162/1 à 162/3
---------------------------------	-------------------

Dépôt de documents cités .....	COM-214/1
Mémoires .....	COM-162/4
Notes personnelles .....	COM-214/2

<b>DÉPUTÉ INDÉPENDANT</b> .....	COM-131/1
---------------------------------	-----------

## **DISCOURS**

Explications .....	COM-212/1
--------------------	-----------

## **DOCUMENTS**

Voir: Dépôt de documents

## E

### **ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Pertinence ..... COM-211/5

### **ÉTUDE DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE**

Pertinence ..... COM-211/6

### **ÉTUDE DES CRÉDITS EN COMMISSION**

Alternance ..... COM-284/1.1  
Intervention d'un fonctionnaire ... COM-287/1 à 287/3  
Motion d'ajournement des  
travaux, droit de parole  
du ministre ..... COM-165/1  
Pertinence ..... COM-211/2  
Temps consacré à un ministre ..... COM-285/2  
Temps de parole ..... COM-284/2

### **ÉTUDE DÉTAILLÉE D'UN PROJET DE LOI**

Adjoint parlementaire, temps de  
parole ..... COM-246/1  
Adoption des articles ..... COM-244/5  
Amendements, recevabilité ..... COM-196/1; COM-244/3;  
COM-244/6; COM-244/7;  
COM-244/19  
Annexes d'un projet de loi ..... COM-245/1.1  
Compétence de la commission ..... COM-118/1

## E (suite)

Consultation particulière .....	COM-244/4; COM-244/9 COM-244/17; COM-244/18
Convocation d'un ministre .....	COM-244/4; COM-244/18
Dépôt des règlements .....	COM-244/13
Motion, recevabilité .....	COM-244/1; COM-244/2
Motion préliminaire, recevabilité .....	COM-244/10 à 244/12; COM-244/14.1; COM-244/15
Motion préliminaire, temps de parole .....	COM-244/9; COM-244/15; COM-246/2
Pertinence .....	COM-211/1; COM-211/3
Préambule .....	COM-244/12; COM-244/16
Remarques préliminaires .....	COM-244/14.1; COM-244/15
Temps de parole	
Adjoint parlementaire .....	COM-246/1
Amendements, sous-amendements ...	COM-244/8.1
Annexes d'un projet de loi .....	COM-245/1.1
Ministre .....	COM-246/2
Motion préliminaire .....	COM-244/9; COM-246/2
Voir aussi: Projet de loi	

**EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS .....** COM-212/1

F

## **FONDS PUBLICS, ENGAGEMENT**

Voir: Motions présentées par un  
ministre

H

## **HORAIRE**

Consultation particulière ..... COM-144/1

I

## **INITIATIVE**

Voir: Mandat d'initiative

## **INTERPELLATION**

Temps de parole ..... COM-301/1; COM-302/2

## **INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ**

Alternance ..... COM-33/1; COM-284/1.1

## M

### MANDAT D'INITIATIVE

Étude de projets de loi ..... COM-149/1

### MÉMOIRES

Dépôt en commission ..... COM-162/4

### MINISTRE

Absence lors d'une mise aux voix .. COM-156/2

Assementation ..... COM-D/4

Consultation particulière,  
convocation ..... COM-170/1; COM-244/4;  
COM-244/18

Dépôt de documents ..... COM-214/1

Motion présentée par un ministre .. COM-192/1 à 192/5

Présence en commission ..... COM-124/1; COM-132/1;  
COM-244/4

Questions au cours d'une  
consultation particulière ..... COM-211/4

Voir aussi: Étude détaillée d'un  
projet de loi en  
commission

## **M (suite)**

**MISE AUX VOIX IMMÉDIATE** ..... COM-202/1; COM-202/2

### **MOTION**

Correction de la forme ..... COM-176/1

Motions identiques ..... COM-185/1 à 185/3

Voir aussi: Étude détaillée  
d'un projet de loi

### **MOTION D'AJOURNEMENT DES TRAVAUX**

Droit de parole du ministre ..... COM-165/1

### **MOTION D'AMENDEMENT**

Voir: Amendement

**MOTION DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE** .... COM-202/1;  
COM-202/2

### **MOTION DE SOUS-AMENDEMENT**

Voir: Sous-amendement

### **MOTION PRÉLIMINAIRE**

Voir: Étude détaillée d'un  
projet de loi

**MOTION PRÉSENTÉE PAR UN MINISTRE** ..... COM-192/1 à 192/5

## O

### ORGANISME PUBLIC

Surveillance ..... COM-294/1

## P

### PAROLE

Voir: Temps de parole

### PAROLES INTERDITES

Paroles antiparlementaires ..... COM-35(7)/1;  
COM-35(7)/2  
Sub judice ..... COM-35(3)/1

**PARTICIPATION D'UN NON-MEMBRE** ..... COM-132/1

### PERTINENCE

Consultation particulière ..... COM-211/4  
Débat sur le discours du budget ..... COM-275/1  
Engagements financiers ..... COM-211/5  
Étude de la politique budgétaire .... COM-211/6  
Étude des crédits ..... COM-211/2  
Étude détaillée ..... COM-211/1; COM-211/3



## P (suite)

### **POLITIQUE BUDGÉTAIRE (ÉTUDE DE)**

Pertinence ..... COM-211/6

### **PRÉAMBULE**

Voir: Étude détaillée d'un  
projet de loi

### **PRÉSIDENT DE COMMISSION**

Droit de vote ..... COM-138/2  
Fonctions ..... COM-2/1; COM-2/2  
Organisation des travaux ..... COM-138/1  
Suspension des travaux ..... COM-44/1; COM-44/2

### **PRIVILÈGE**

Voir: Question de privilège

### **PROJET DE LOI**

Débat sur le principe ..... COM-244/14.1  
Annexes, temps de parole ..... COM-245/1.1  
Étude détaillée  
Voir: Étude détaillée  
d'un projet de loi  
Mandat d'initiative ..... COM-149/1

**PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ** ..... COM-267/1 à 267/3

**PROPOS ANTIPARLEMENTAIRES** ..... COM-35(7)/1;  
COM-35(7)/2

## Q

QUESTIONS DE PRIVILÈGE .....	COM-66/1
QUORUM .....	COM-156/1; COM-156/2

## R

### **RAPPORT DE COMMISSION**

Conclusions et recommandations .....	COM-176/1
--------------------------------------	-----------

### **RÈGLE DE L'ALTERNANCE**

Voir: Alternance

### **RÈGLE DE LA PERTINENCE**

Voir: Pertinence

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Voir: Étude détaillée d'un  
projet de loi

REMPLACEMENT .....	COM-131/1; COM-131/2
--------------------	-------------------------

**SÉANCE DE TRAVAIL**

Présence du public ..... COM-159/1  
Remplacement ..... COM-131/2

**SOUS-AMENDMENT**

Contenu et recevabilité ..... COM-244/8.1

Voir aussi: Étude détaillée d'un  
projet de loi en  
commission

**SOUS-COMMISSION** ..... COM-150/1; COM-150/2

**SUB JUDICE** ..... COM-35(3)/1

**SURVEILLANCE D'UN ORGANISME PUBLIC ...** COM-294/1

**SUSPENSION DES TRAVAUX** ..... COM-44/2

**SUSPENSION LORS D'UN VOTE** ..... COM-44/1

## T

### **TÉMOIN**

Assementation .....	COM-D/2; COM-D/4
Interrogatoire .....	COM-D/1

### **TEMPS DE PAROLE**

Consultation particulière .....	COM-173/1
Étude des crédits .....	COM-284/2
Étude du budget en commission .....	COM-275/2
Motion préliminaire .....	COM-244/9; COM-246/2
Voir aussi: Étude détaillée d'un projet de loi en commission	

## V

### **VIOLATION DE PRIVILÈGE**

Voir: Question de privilège

### **VOTE**

Absence du ministre .....	COM-156/2
Article d'un projet de loi .....	COM-244/5
Intervention lors d'un vote .....	COM-44/1
Mise aux voix immédiate .....	COM-202/1; COM-202/2
Président de commission .....	COM-138/2
Suspension .....	COM-44/1